



LA CRISE ALGERIENNE DE DECEMBRE 1991 A MARS 1992

***Mémoire de géopolitique
du Lieutenant-colonel Marc CLERC
dans le cadre du séminaire « Penser les crises »***

Directeur : Monsieur Jean-Paul JOUBERT

Mars 2003

LA CRISE ALGERIENNE DE DECEMBRE 1991 A MARS 1992

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : STRUCTURE ET LOGIQUE DE LA CRISE

Les préliminaires de la crise : de la démocratie sous contrôle aux élections législatives de 1991

Les élections législatives du 26 décembre 1991 ou la rupture de l'équilibre

Les causes de la crise : le constat de l'échec du pouvoir en place plus que la victoire du Front
islamique du salut

Les acteurs et leur comportement : la bipolarisation de la crise

Les conséquences de la crise

DEUXIÈME PARTIE : ETUDE DES DECISIONS ET ALTERNATIVES A LA CRISE

Le pari impossible du pluralisme et de la dissolution dans la démocratie du Front islamique du
salut

L'absence de recours aux moyens constitutionnels du Président de la République face à la
menace islamiste

Le caractère déterminant des blocages liés à l'armée

INTRODUCTION

Depuis 1992, l'Algérie se débat dans une guerre civile qui n'en finit pas et dont la violence fait encore de nombreuses victimes dans la population. Ce drame, où se font jour des liens complexes entre terrorisme, corruption et une partie du pouvoir politico-militaire, peut malheureusement apparaître comme la fatale tournure prise par les événements de son passé récent. L'étude de la crise, essentiellement politique, moment charnière que connut l'Algérie entre décembre 1991 et mars 1992 et dont l'événement le plus marquant fut l'annulation du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991, remportées par le Front islamique du salut (FIS), révèle de prime abord un caractère inéluctable quant à son déclenchement, au regard du faisceau de causes politiques, économiques et sociales que l'on trouve à son origine. Pourtant, cette « crise », considérée dans la crise plus globale et violente que connaît toujours l'Algérie, aurait pu également receler, dans son déroulement, une part certaine d'imprévisibilité et de hasard, concrétisée par des ruptures particulières. En effet, celles-ci conditionnent la genèse et la logique de l'enchaînement des décisions prises par les acteurs directs ou indirects concernés et méritent donc d'être étudiées plus en détail.

La crise s'affirme bien alors comme le moment dérangeant où se révèle et s'impose la prise de décision dans l'incertitude pour les dirigeants et les partis politiques. Elle atteste de la rupture d'un équilibre instauré dès l'indépendance du pays en 1962 au sein de l'Etat, symbolisé par la domination du Front de libération nationale (FLN) et de l'armée au travers de ses généraux. De plus, elle se caractérise par une dégradation qualitative de la nature des relations entre les acteurs, étatiques ou non, et une déstabilisation des relations systémiques au sein de la société et sur la scène politique.

Après une première secousse préventive lors des émeutes de 1988 à Alger, l'élément déclencheur du séisme fut la victoire du FIS au premier tour des élections législatives de décembre 1991 qui confirma la position marquante des islamistes dans le paysage politique algérien et cristallisa l'opposition d'une grande partie de la population au régime en place. Dans un contexte de polarisation de la crise, les forces des deux camps s'équilibrèrent et chacun resta autant vulnérable que l'autre. De tout cela, il ressort que le déterminisme et les habitudes propres aux pratiques politiques en vigueur depuis 1962, l'ont finalement emporté. Face à la montée de l'islamisme et des désordres qui s'ensuivit, la caste militaire et ses alliés politiques, malgré quelques dissensions de la part de certains de ses membres, ont choisi, parmi les rares solutions possibles, celle qui lui paraissait la plus viable et lui permettrait de frapper fort en premier malgré l'amorce de libéralisation amorcée les années précédentes et bien vite

enrayée. Cela fut chose faite avec l'annulation du scrutin législatif et la « démission » du président Chadli Bendjedid. Il en allait de la protection de ses privilèges et surtout de sa survie à la tête du pays. La suite révéla que cette décision découla d'une mauvaise appréciation de la situation réelle et de ses conséquences éventuelles.

Par ailleurs, la crise étudiée semble sortir du champ strictement national. Elle possède de nombreuses interactions avec l'extérieur et certains membres de la communauté internationale, au premier rang desquels il convient de distinguer la France, ancienne puissante coloniale. Enfin, l'action des médias, acteurs à part entière, permet d'apporter des explications complémentaires sur le déroulement de la crise et la manière dont les décisions ont été élaborées et prises.

LA CRISE ALGERIENNE

Décembre 1991-Mars 1992

PREMIERE PARTIE : STRUCTURE ET LOGIQUE DE LA CRISE

11. Les préliminaires de la crise : de la démocratisation sous contrôle aux élections législatives.

Il semble que l'Algérie commence à basculer vers une situation de crise en octobre 1988 lorsque des milliers de manifestants envahissent Alger pour réclamer plus de démocratie et de liberté dans le pays mais aussi de meilleures conditions de vie. La sévère répression qui s'ensuit et le fait que l'armée n'hésite pas à tirer sur la foule constituent le premier point de rupture dans l'histoire de l'Algérie post-coloniale jusque là marquée par un régime de parti unique, le Front de Libération Nationale (FLN), véritable paravent d'une oligarchie militaire qui régnait depuis l'indépendance de 1962. L'armée perd alors la maîtrise de l'évolution politique du pays et le peu de crédit et de légitimité qui lui restaient. Quant à elles, les populations s'affranchissent, sans doute, d'une part de leur hantise de la répression.

Ces tragiques événements ouvrent la voie à un début timide de démocratisation. Contraint de constater que le régime militaire pur et dur avait fait son temps, le président Chadli Bendjedid engage un processus sans précédent visant à abolir le système de parti unique et à instaurer des mesures de libéralisation dont celle de la presse. La nouvelle Constitution promulguée en 1989 permet ainsi, pour la première fois, aux Algériens de manifester et de se constituer en partis politiques. C'est dans ces conditions que l'on assiste alors à une véritable explosion « libertaire » marquée par la naissance d'innombrables organes de presse et de partis politiques et dont l'apogée sera la victoire électorale du FIS de 1991. Le Front Islamique du Salut, formation islamiste radicale, naît et est reconnu par le président Bendjedid, vite soupçonné, par certains, de vouloir composer avec ce courant politique.

Bientôt, un gouvernement, constitué de réformistes et emmené par Mouloud Hamrouche, représentant de l'aile dite « réformatrice » du FLN, amorce cette libéralisation politique du pays avec l'institution du multipartisme et s'apprête à prendre le tournant de la modernité économique, s'attaquant aux privilèges des uns et des autres. Pendant trois ans, de 1989 à 1991,

la presse peut s'exprimer presque librement et il y a une véritable ébullition dans tout le pays. L'existence de plus de cinquante partis politiques et la liberté de ton de la presse semblent ancrer le pays dans le multipartisme.

Mais, bien qu'au sein des clans des officiers supérieurs l'aile dite « réformatrice » l'ait emporté, l'armée contrôle toujours solidement le pays ainsi que les dividendes de la rente pétrolière.

Le mois de juin 1990 voit alors la victoire du FIS aux élections municipales. Ce scrutin fut historique puisqu'il s'agit des premières élections libres et transparentes de l'histoire algérienne. Pour la première fois, l'opposition sort vainqueur d'une consultation organisée par le pouvoir, colonial ou national. Les résultats font l'effet d'une bombe, non pas tant auprès des masses algériennes que pour les élites au pouvoir ou de l'opposition classique, toutes deux déconnectées de la réalité du pays. Le FIS récolte 55% des suffrages et le FLN, malgré les formidables moyens qui étaient les siens, les pesanteurs administratives et son clientélisme, se trouvait largement distancé avec 32% des voix. Les islamistes enlèvent ainsi la majorité des deux tiers des assemblées départementales et plus de la moitié des assemblées populaires communales. Ils raflent ainsi la mise politique. C'est que, seules, les mosquées avaient servi d'exutoire à la contestation pendant des années. Au nom de la justice sociale bien plus que d'une démocratie décriée, les imams posèrent les jalons de cette victoire électorale.

Encouragé par un tel succès, le FIS s'installe dans les assemblées conquises et se met à l'œuvre pour traduire dans les faits les principes proclamés lors de la campagne électorale. Cette action est surtout visible et sensible sur deux terrains, le culturel et le social, dans lesquels, avec un art consommé du symbole, il sait frapper les imaginations et les cœurs de l'Algérie profonde¹. De leur côté, les responsables de l'ancien parti unique élaborent et mettent en œuvre une stratégie de « pourrissement » de la situation, comptant sur le discrédit qui, selon eux, n'allait pas tarder à frapper le FIS, en raison des excès et des échecs escomptés de sa confrontation avec les difficultés de la gestion locale.

Cependant, cette attitude jugée laxiste par les « dinosaures » du régime, face à un FIS de plus en plus sûr de lui et dominateur, à la veille des élections législatives de juin 1991, allait décider les patrons de l'armée à réagir et à intervenir de nouveau sur la scène politique, retournant ainsi à de vieux démons militaristes sévissant depuis les toutes premières années de l'Algérie

¹ A l'occasion, par exemple, de catastrophes naturelles (séismes ou inondations) qui ont frappé certaines régions du pays, la promptitude et l'action de ses militants, dans l'organisation de secours et l'aide d'urgence aux populations touchées, tranche sur l'inefficience chronique et bureaucratique des institutions étatiques.

indépendante. Il faut ajouter également que le gouvernement commença à s'attaquer aux circuits de corruption contrôlés par certains militaires.

L'occasion de ce retour en force de l'armée est fournie, en juin 1991, par une grève organisée par le FIS pour protester contre certaines manœuvres du pouvoir qui, pour tenter de contenir un succès du FIS aux élections législatives à venir, croit bon de procéder à la réforme de la loi électorale avec, en particulier, un redécoupage des circonscriptions. Le mode de scrutin majoritaire à deux tours adopté vise à faciliter une sorte de bipolarisation à la française qui ne mettrait en présence que les deux forces principales, le FIS et le FLN. Les heurts entre manifestants et forces de l'ordre sont très violents et des milliers d'islamistes sont arrêtés dont Abassi Madani et Ali Belhadj, les deux principaux leaders du FIS. Jugé incapable de faire régner l'ordre, Hamrouche est démis de ses fonctions de Premier ministre et remplacé par Sid Ahmed Ghazali pour préparer les élections législatives prévues en décembre 1991. L'état d'urgence est décrété et on assiste alors à une fuite en avant du régime dictée par les considérations politiques liées au pari électoral engagé qu'il s'agissait de gagner.

12. Les élections législatives du 26 décembre 1991 ou la rupture de l'équilibre :

Après les années de transition qui suivent les émeutes de 1988, l'Algérie entre dans une période d'équilibre relatif, durant laquelle militaires et islamistes tentent de s'éliminer réciproquement puis, à défaut, de passer des compromis. Le point de déclenchement de la crise est sans doute le premier tour des élections législatives fixé le 26 décembre 1991. La campagne électorale officielle qui précède sur les ondes de la radio et de la télévision, monopolisée par l'Etat, se déroule à peu près normalement. Divisé sur la stratégie, politique ou insurrectionnelle, à adopter, le FIS opte pour le légalisme sous la houlette d'Abdelkader Hachami.

L'issue de la consultation paraît alors incertaine mais c'est finalement un raz de marée du FIS, à la stupéfaction des membres de la classe politique traditionnelle. Dans cette première consultation nationale libre à laquelle cinquante partis prennent part, le FIS, malgré un taux d'abstention de 42%, emporte 188 des 430 sièges parlementaires et le FFS 25. Le FLN, en dépit du redécoupage des circonscriptions électorales et de ses énormes moyens n'en a que 15. Les 199 mandats restants devaient se jouer au second tour prévu le 16 janvier 1992. Le FIS n'avait plus besoin que de 28 sièges pour atteindre la majorité absolue et provoquer un changement de régime. L'espace politique s'est alors refermé sur une alternative biaisée qui

oppose deux adversaires particuliers dont aucun n'a de légitimité réelle ni n'est porteur d'une quelconque universalité.

L'entrée en conflit procède alors de la poursuite, par les deux camps, de buts incompatibles.

Les différences d'opinion produisent alors la crise car elles prennent la forme de deux idéologies antagonistes. Chacune d'entre elles tend, principalement, à l'exagération des enjeux du conflit et polarise une grande partie de la société autour de cette rupture dominante. De plus, la religion musulmane, dans sa partie extrémiste, se prête facilement à l'exagération des enjeux de ce conflit car elle exige que la politique soit subordonnée à la religion.

Dès lors, à la manière d'une « guerre partisane² », la crise divise le pays et les musulmans algériens. Elle n'a pas plus pour enjeu ni l'unité ni l'existence de l'Etat mais le régime politique.

13. Les causes de la crise : le constat de l'échec du pouvoir en place plus que la victoire du Front islamique du salut

Les racines de la crise se trouvent principalement dans une accumulation de facteurs déclenchants, intimement liés les uns aux autres.

131. Affaiblissement de la légitimité du pouvoir

Vouloir donner un début d'explication plausible au développement de cette crise semble relever de l'impossible, y compris pour les Algériens.

Il est difficile de savoir ce qui se passe réellement du fait de l'opacité, de la désinformation et de la censure, règles d'or du régime en place et en l'absence d'instruments de mesure de l'opinion fiables. Tous les facteurs propices au changement vont contribuer à affaiblir la légitimité du régime. Les émeutes de 1988 ont révélé l'ampleur de la crise sociale et politique. La répression violente (15 morts) contribua à fragiliser le pouvoir. Celui-ci, sous le choc, ne mesure pas les enjeux et cherche à utiliser tous les recours possibles. La classe dirigeante algérienne a montré son incapacité immense à comprendre la nature du changement social auquel elle devait faire face. Avant tout soucieuse, dans une période de recomposition rapide du système politique, de pratiquer un jeu d'alliances de clans en vue des présidentielles de 1993 et de contrôler les centres du pouvoir économique et militaire, elle s'est désintéressée du

fonctionnement de la société, laissée aux islamistes. Ceux-ci ont pu jouer d'une situation paradoxale qui les faisait apparaître comme la seule force d'opposition crédible alors qu'ils bénéficiaient d'une tolérance au sommet de l'Etat qui les considéraient comme plus souples et efficaces que les dirigeants des clans rivaux contrôlant les partis politiques. Dans ce contexte, le processus électoral et sa remise en cause vont achever la légitimité du pouvoir d'autant qu'aucune solution de remplacement n'émerge et que les causes d'échec s'accumulent. Il convient également de s'attarder sur le rejet viscéral de la majorité des Algériens à l'égard du pouvoir établi. Il existait un fossé entre les « gouvernants » et l'homme de la rue. L'impéritie, l'incurie, le népotisme, l'incompétence, le clientélisme, la corruption et le profond mépris de l'intérêt général avaient fini de jeter un discrédit total et sans appel sur tout le personnel politique et l'ensemble de l'élite et des décideurs au sens large. Tout ceci explique la déroute électorale du FLN mais également de tous les vieux routiers de la politique algérienne qui font partie, aux yeux des Algériens moyens, de la même famille idéologique, culturelle et socio-politique que le clan détenant directement le pouvoir. Ainsi, tous les libéraux modernistes, républicains, démocrates, laïcs ont mordu la poussière. Ce fut finalement l'échec total et indiscutable d'un régime, d'une classe politique et d'un modèle de société imposé par une élite qui avait trahi. L'échec du pouvoir en place semble prédominer sur la victoire du FIS. Malheureusement, la violence de la réaction de l'oligarchie militaire, qui n'entendait pas être dépouillée d'un pouvoir perçu comme un apanage naturel, fut à la mesure de l'intensité du séisme électoral. Elle fut, d'ailleurs, encouragée par tous les politiciens professionnels qui, ne représentant qu'eux-mêmes, étaient menacés d'une disparition pure et simple du paysage politique algérien.

132. La faillite de la politique de l'Etat-FLN :

L'Etat-FLN a étatisé la société durant trois décennies. Mais, dès la mort de Boumédiène en 1978, l'Algérie commence à en sentir les limites dans la différenciation sociale accélérée, la corruption et les luttes intestines qui contribuent à éroder le mythe nationaliste aux yeux des générations nouvelles devenues majoritaires d'un point de vue démographique. Le discours de l'Etat plaqué sur le corps social ne correspond plus à la société réelle qui vit dans un autre monde, extérieur au langage bureaucratique codé. Il y a eu aussi surestimation de la capacité des Algériens à pouvoir rompre avec leur culture relationnelle millénaire au profit de l'exercice anonyme de fonctions neutres et objectives.

² Jean-Pierre Derriennic, Les guerres civiles, Paris, 199....

La demande de participation à la direction du pays se fait de plus en plus pressante face à la légitimité contestée d'un régime, issue du passé et non de ses résultats. L'échec de la construction de l'Etat découle de l'absence d'antagonisme au sein de la société et de confrontation publique d'opinions politiques.

La règle de droit manque alors de légitimité et de transparence car elle est issue de la volonté d'une élite. L'administration de l'Etat est ressentie traditionnellement comme étrangère au groupe social, oppressive par nature et il convient de s'en méfier. Les dirigeants algériens furent incapables de mettre en place des institutions politiques, économiques et administratives jouissant de la légitimité nécessaire pour fonder un principe hiérarchique et le respect de l'autorité. La persistance des solidarités communautaires semble bien avoir été un obstacle à la construction d'un Etat et d'une économie modernes et efficaces. Les émeutes de 1988 furent ainsi une demande de démocratisation d'un régime dont la légitimité pourvoyeuse et égalitaire venait de s'effondrer. Paradoxalement pourtant, le bilan du pouvoir algérien n'est pas plus mauvais que celui des autres gouvernements arabes.

133. L'affirmation du FIS

De son côté, le FIS a su progressivement s'affirmer dans la vie politique et la société algériennes. On peut voir là l'une des causes immédiates de sa victoire électorale. Face à une rhétorique officielle complètement déconnectée et des poncifs nationalistes auxquels plus personne ne croit, pas même leurs auteurs, la nature du discours islamiste sait aller droit au cœur de la majorité silencieuse des Algériens, tout en parlant à leur raison. Le FIS use et abuse de l'arme démagogique, électoralement rentable mais intellectuellement et politiquement malhonnête. Ses responsables se bornent à dresser aux yeux des populations le tableau mirifique de lendemains islamistes qui allaient chanter sans jamais esquisser véritablement les contours d'une politique économique et un programme concret propre à résoudre les problèmes aigus que connaissaient les populations (chômage, pénurie de logements, ...)

Face à lui, le gouvernement se borna à des procès d'intention sur l'hostilité supposée viscérale du FIS à la démocratie, son « cléricalisme », son « intolérance » et ses options « féodales » d'un autre âge, toutes accusations apocalyptiques et gratuites car indémonstrables, et qui ne pouvaient effrayer que leurs auteurs, l'Algérien moyen souhaitant une vraie société musulmane, juste et égalitaire. Le FIS fut toujours gagnant sur ce terrain passionnel et démagogique.

Le FLN est également responsable de la rupture ayant donné naissance au FIS du fait de l'ambiguïté de son projet politique qui s'est réclamé en partie de l'islam comme facteur de légitimité et l'échec de sa composante « moderniste ».

Après la disparition de Boumédiène, les méthodes dictatoriales qui assuraient un minimum de contrôle étatique et policier sur le courant islamiste sont abandonnées et, par conséquent, au début des années 80, les intégristes commencent à affirmer un début d'autonomie à l'égard du FLN. La période se caractérise alors par une hésitation et une contradiction de plus en plus marquées entre répression et concessions.

Finalement, les islamistes se sont progressivement imposés comme une réelle force alternative. Ainsi lors des émeutes d'octobre 1988, ils ont constitué un facteur important de retour au calme et démontré la fragilité relative de l'ordre ancien. Quelques imams se sont aussi imposés et ont été consacrés par le président Chadli lui-même comme les seules instances capables de représenter un peuple totalement coupé de ses dirigeants. Dès les prémices de la démocratisation, les islamistes se sont donc situés au premier rang des futurs bénéficiaires de la libéralisation du système politique.

134. Causes diverses, économiques et sociales.

D'autres causes viennent s'ajouter aux précédentes pour tenter d'expliquer la crise du début de l'année 1992 et le large mécontentement sous-jacent. Elles sont principalement d'ordre économique et social. L'un des facteurs censés rendre compte de la mobilisation islamiste de 1990 et 1991 serait l'accroissement des inégalités sous la présidence de Chadli Bendjedid, après une période de « progrès » et de « développement » caractéristique du régime de Houari Boumédiène (1965- 1979). La période de 1979 à 1991, qualifiée de « décennie noire³ », fut également caractérisée par l'émergence de mouvements islamistes mais aussi celle d'une société profondément inégalitaire où 83% des personnes appartiennent aux classes démunies.

Depuis l'indépendance de 1962, le régime algérien a opté pour une marche forcée vers la modernité qui s'est accompagnée d'une disparition des repères et des solidarités qui aident l'individu à se situer dans le tissu social. La cellule familiale, fondement de la société traditionnelle, a été déstructurée par la conjonction de l'exode rural, de la crise du logement et d'une croissance démographique incontrôlée. Seuls, déracinés et prolétarisés, les individus ne

³ Luis Martinez, la guerre civile en Algérie,

disposaient face un Etat-parti à vocation universelle que de moyens assez pauvres pour affirmer leur identité.

Les années 1990 sont aussi le théâtre d'une crise du logement sans précédent. Le marché du bâtiment, monopole de l'Etat dans les années 70 et 80, s'est vite libéralisé pour devenir un chantier à tout venant. Avec la dévaluation du dinar, le toit est non seulement devenu inaccessible aux couches moyennes et les plus démunies mais aussi un rêve irréalisable. Le sous-emploi et les licenciements contribuent également à un stade très élevé de dégradation de la situation sociale (2,6 millions de chômeurs attendant une perspective digne de ce nom). La jeunesse algérienne, quant à elle, est ignorée et placée au second plan des préoccupations de l'Etat qui focalise son effort sur les réformes économiques. L'action sociale ne parvient pas à répartir correctement les aides financières de façon rationnelle pour répondre aux besoins urgents dont la création d'emplois même temporaires. A l'inadaptation des lois et à la non-application des programmes s'ajoutent les blocages administratifs et autres lenteurs.

14. Les acteurs internes et leur comportement : la bipolarisation de la crise :

141. Description des acteurs internes :

1411. Une armée toute puissante dans les instances du pouvoir, véritable tuteur de l'Etat :

Dès 1957, l'armée conquiert le pouvoir et ne le lâchera plus. Elle l'exerce indirectement grâce à quelques hommes de confiance, le plus souvent directement par ses Colonels dont Chenil de 1979 à 1992 ou par ses généraux, Nezzar après le putsch de 1992.. Comme le dit l'historien Mohammed Larbi, les Etats ont une armée. En Algérie, l'armée a son Etat.

La prééminence de l'armée s'explique, tout d'abord, par la longévité, en son sein, des officiers ainsi que par leurs privilèges. Le régime est demeuré le même et les militaires campent sur leurs positions. Les mêmes officiers supérieurs restent en fonction ou continuent d'être influents alors que les présidents, eux, se succèdent. Ce sont d'ailleurs eux qui évinceront M. Chadli et qui font de la politique tout en affirmant le contraire. S'immisçant dans le champ politique où ils interviennent clandestinement à l'aide d'un instrument conçu à cette fin – la sécurité militaire (SM)-, ils ont mis également en place des relais dans les partis, la presse, les syndicats et les différentes associations.

Parallèlement, les généraux s'identifient à l'armée, censée incarner la nation que seul le régime issu du FLN serait capable de défendre contre les « traîtres ». Cette mentalité s'oppose à une culture de la citoyenneté. Elle confère aux militaires un droit de vie et de mort sur des populations soupçonnées de vouloir la dislocation de la nation.

Les privilèges des officiers supérieurs, ensuite, découlent de leur position politique. La hiérarchie militaire est au-dessus des lois civiles comme l'étaient les membres de l'Eglise au Moyen-Age européen. C'est ce pouvoir exorbitant des généraux qui a fait que les Algériens invoquent la protection de Dieu puisque les lois de l'Etat sont impuissantes. Aucun juge en Algérie n'a la capacité de convoquer, encore moins d'inculper un général ayant commis un délit⁴.

La dualité des fonctions de l'armée mérite également d'être mentionnée. La stratégie médiatique des officiers qui contrôlent la sécurité militaire consiste à donner l'illusion que les choix de l'armée s'ancrent dans la « société civile » qui jouirait d'un tel pluralisme qu'elle pourrait défaire un président.

Cependant, cette liberté de la presse, s'exerçant contre le pouvoir largement formel du président, dépourvu de toute autorité réelle, ne sert qu'à entretenir une apparence qui transforme en pouvoir démocratique un régime autoritaire et répressif. Elle présente l'armée en dernier rempart face à l'épouvantail intégriste. Tout le talent de ces officiers consiste à entretenir la plus grande opacité possible autour de la nature double du régime.

L'ANP se voit assigner comme mission permanente la « sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense nationale », comme stipulé dans l'article 24 de la Constitution, qui est à considérer, comprendre et interpréter autant dans son esprit que dans sa lettre. En défendant l'intégrité de ces institutions comme leur fonction, au cas où elles seraient menacées, l'ANP ne ferait qu'assurer sa mission permanente de sauvegarde de l'indépendance nationale et donc de défense de la Constitution.

Il n'en demeure pas moins que les responsables de l'ANP ont cependant bien perçu les risques d'une éventuelle victoire électorale du FIS. Ainsi, les élections municipales de décembre 1990

⁴ Selon Jean-Pierre Derriennic : « La probabilité qu'une armée joue un rôle actif dans le déclenchement d'une guerre civile ou soit capable de l'empêcher dépend en partie de deux données générales étroitement interdépendantes qui influencent le comportement des armées dans la situation de crise. Ce sont leur mode de recrutement et le rapport qui existe, pour elles, entre la défense extérieure et la sécurité intérieure. « Qui garde finalement les gardiens de l'Algérie ? » Dans les sociétés où les soldats sont des privilégiés, les armées sont faibles car les privilèges ne sont vraiment avantageux que s'ils sont réservés à de petits nombres. Les soldats privilégiés veilleront donc à rester peu nombreux, imbus de leur propre supériorité sociale. »

et législatives de 1991 ont fait naître chez les hauts gradés la crainte de devenir les victimes expiatoires d'un Etat islamique fondé sur la vertu. Octobre 1988 les a mis en première ligne d'une situation particulièrement désagréable de répression urbaine. Face à cette menace, l'armée s'est lancée dans une stratégie de « guerre totale », quitte à payer le prix fort d'un affrontement avec les islamistes.

Son implication dans l'arrêt du processus électoral, en décembre 1991, paraissait un acte suicidaire, tant la contestation islamiste était alors perçue comme ingérable. Aux hypothèses sur la désertion massive des appelés succédait celle d'un accord entre les « colonels » et les responsables islamistes au détriment des généraux corrompus.

Forte de 80 000 conscrits sur 140 000 hommes, elle courait le risque réel de voir les appelés se dérober à leur devoir. C'était en tout cas l'espoir des islamistes. Les appelés de sensibilité islamiste constitueraient le cheval de Troie de l'institution militaire or il n'en sera rien.

Les responsables militaires sont ensuite parvenus à prendre de la distance, à se dissocier du président Chadli et à quitter le FLN sans perdre le contrôle de la situation. Pendant les années de transition, où les réformateurs ont essayé de gérer le pluralisme, ils sont redevenus les dépositaires de l'unité du pays, en retrait du jeu politique. On craignait leur intervention et leurs mises en garde, le plus souvent officieuses, suffisaient à influencer la situation.

Face à la capacité de mobilisation du courant islamiste, ils décidèrent de donner une leçon à ceux qu'ils estimaient être les complices inavoués d'une entreprise insidieuse de régression et de domestication du monde arabe. La mise à l'écart des réformateurs et l'emprisonnement de Madani et Belhadj en 1992 ont d'abord cette signification.

Mais l'armée entretient aussi en son sein des clans et des clivages. Ceux-ci proviennent, en premier lieu, des différences dans l'encadrement, liées à l'expérience et qui distinguent les officiers issus de l'armée française (BELKHEIR, NEZZAR, LAMARI) de ceux provenant de l'ALN et éliminés sous Chadli. Les solidarités d'itinéraires, les liens régionaux, sans jamais être exclusifs, se reflètent dans l'existence de factions, de clans qui ne respectent pas toujours les rapports hiérarchiques impersonnels.

Le corps des officiers supérieurs est donc loin d'être homogène. Les mêmes clivages traversant la société le divisent, à cette nuance près que la solidarité du corps leur impose une retenue qui, jusqu'ici, a toujours préservé l'armée de la désintégration.

De plus, l'annulation des élections de 1991 a fait apparaître une nouvelle ligne de partage entre les généraux qui ont déposé Chadli Bendjedid et les autres.

Les luttes de clans et d'influence sont également liées au partage des flux financiers. Les véritables décideurs, environ 10, arbitrent les conflits et gèrent les circuits d'affaires. Leur seul impératif est de conserver le pouvoir à tout prix avec le même refus d'un processus électoral libre et la conviction d'appartenir à la seule élite digne de ce nom. La force du système consiste finalement en l'assemblage de courants et de sensibilités diverses qui s'affrontent, se neutralisent et coopèrent. Les clans gardent des contours mouvants qui se font et se défont en fonction des rapports de force du moment.

L'islamisme dans l'idéologie de l'armée est tout aussi révélateur. Le discours et la position de l'ANP sur l'émergence de courants islamistes sont restés immuables de 1989 à 1995. C'est dire que la succession rapide des généraux à sa tête au cours de cette période n'a en rien modifié son attitude. Homogène sur sa ligne « éradicatrice », elle n'en demeure pas moins divisée sur les méthodes d'action et la gestion du phénomène islamiste. Depuis 1990, des indications répétées et concordantes montrent qu'il existe à l'intérieur de l'armée un courant prêt à s'accommoder du FIS si celui-ci se repositionne nettement sur un axe de nationalisme arabe à discours religieux ne remettant pas en cause l'héritage de l'Etat algérien.

1412. Un président coopté par les siens au sein d'un parti unique

En 1979, Chadli Bendjedid, ancien sous-officier de l'armée française rallié au FLN, a été choisi par l'armée et les barons du régime pour succéder à Boumédiène mais il ne semblait pas en mesure d'en assurer l'héritage charismatique. Mais ce n'avait pas été précisément à cette fin qu'il avait été désigné par ses pairs de l'armée. Son choix devait même beaucoup à une personnalité effacée, consensuelle et peu combative face aux ténors militaires et poids lourds du FLN, en compétition pour la succession. Cela allait même permettre à ces derniers de continuer à user et abuser du pouvoir réel pour gérer, administrer ou exploiter l'Algérie à leur profit. Il a ainsi pu être « démissionné » sans trop de mal. Une personnalité politique plus forte et d'un tempérament plus trempé aurait pu concevoir et tenter une résistance qui n'était sans doute pas vouée à un échec irrémédiable. Guère en symbiose avec son peuple, il n'était finalement qu'un militaire coopté par les siens et animé de l'esprit de corps et de discipline.

Quelques aient été, par ailleurs, ses insuffisances, son incompetence ou ses faiblesses, il convient de lui reconnaître, cependant, d'avoir admis la victoire du FIS, donc la défaite des

siens, et proclamé publiquement son intention de laisser mener à son terme le processus électoral. Il s'était sans doute aussi résigné à un partage du pouvoir avec le FIS.

Aussi étonnant que cela ait pu paraître de la part d'un homme perçu relativement terne et qui n'avait jamais été considéré comme un génie politique, son analyse de la nouvelle donne n'était pas dénuée de valeur. Il pouvait estimer, à juste titre, que la Constitution qu'il avait lui-même fait réformer en ce sens en 1989, lui laissait une marge de manœuvre appréciable et des pouvoirs importants face à une majorité islamique à la Chambre qui sortirait des urnes.

Chadli, paravent de ces généraux pendant 13 ans, est remplacé par un nouvel écran. Choisi presque par hasard au lendemain de la mort de Boumédiène en 1979 et sous-estimé, il avait échaudé les généraux en prenant le large et en devenant presque un homme d'Etat, lui qui n'aurait dû qu'un pion manipulé. Se prenant, peut-être, pour le Gorbatchev algérien en 1988-1989, il eut comme principal point commun avec l'artisan de la perestroïka une chute sans gloire.

1413. Islamisme et FIS ou le cœur de la crise :

« L'islam va s'étendre où s'étendent le jour et la nuit et Dieu ne va pas quitter une maison sans que cette religion n'y entre⁵ ». L'islamisme est inscrit dans les profondeurs de la réalité algérienne et précède la création du FIS.

Il est directement issu de la guerre de libération nationale, un certain nombre de combattants de l'ALN, branche militaire du FLN, n'ayant jamais accepté la récupération du « djihad » sacré par les « socialistes et nationalistes athées ». L'islamisme reste une idéologie de guerre civile. Les islamistes exigent que la politique soit entièrement subordonnée à la religion et s'opposent à d'autres musulmans qui veulent vivre dans des Etats plus ou moins laïcs. C'est une idéologie qui porte sur les relations entre la religion et l'Etat et à laquelle on adhère par un choix individuel. Pour les islamistes, leur conception de l'islam est la seule authentique et est appelée à devenir universelle.

L'extrémisme religieux est le fruit d'une longue histoire en parallèle, d'une modernisation ratée et non maîtrisée qui a généré un effilochage du tissu social. La religion devient le seul lieu d'expression et de mise en forme possible des conflits sociaux. L'islamisme est alors une réaction culturelle puis politique à une modernisation trop techniciste et privée d'âme. Ses

racines se sont forgées en réaction aux bouleversements sociaux, à l'érosion des valeurs traditionnelles et à l'émergence d'une Algérie porteuse d'une exigence nationale contemporaine.

Islam et famille ont ainsi été les 2 pôles de résistance au système étatique en place, la parenté apparaissant comme le seul critère sûr de confiance. De plus, les islamistes sont politiquement vierges sauf lors de leur participation à la gestion des communes à l'issue des élections municipales.

L'islamisme renferme cependant différentes composantes. Sa récupération magistrale par le FIS n'a pas totalement fait disparaître la diversité de ce courant en Algérie. La priorité accordée à la politique sur la religion et des questions de personnes ont suscité des oppositions qui tentèrent de s'organiser. Au-delà de formations comme Al Irchad Wal Islah du cheikh Nahnah ou de la « Ligue de la Da'Wa' de l'imam Sahnoun, dont le cœur de la doctrine politique est d'essence religieuse, il est fondamental de rappeler qu'à l'exception des deux formations que sont le FFS (Front des forces socialistes) et le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), aucun parti ne se réclame de la laïcité. Même les communistes du PAGES sacrifient au discours de leurs adversaires ou de leurs concurrents pour se réclamer de l'islamité algérienne. Le FIS n'a donc pas le monopole de la mouvance dite islamiste.

Le Fis a connu une arrivée rapide sur le devant de la scène. Au lendemain de la sanglante répression d'octobre 1988, le président Bendjedid lança un train de mesures d'inspiration démocratique en constituant un nouveau gouvernement et en faisant adopter par référendum une profonde réforme constitutionnelle qui donna naissance au multipartisme. Ces mesures ont immédiatement permis l'éclosion d'un climat politique inédit en Algérie, marqué par l'épanouissement d'une presse foisonnante et la naissance de très nombreux partis politiques jusqu'alors clandestins comme le FFS ou le MDA, ainsi que par le retour d'exil de leurs leaders respectifs, Hocine Aït Ahmed et Ahmed Ben Bella. C'est dans ces conditions que le FIS allait incarner voire monopoliser aux yeux de l'opinion publique algérienne l'alternative la plus crédible au pouvoir sans partage en place. Le Fis s'est ainsi autoproclamé dès février 1989 avant même l'adoption de la nouvelle Constitution et a été officiellement reconnu le 6 septembre 1989. Pour les autorités, l'islamisme est alors une réalité qu'il aurait été illusoire et dangereux de chercher à nier ou à exclure du jeu politique et qu'il convenait d'affronter à visage découvert. Avec son entrée fracassante dans l'arène politique, toutes les initiatives et

⁵ Hadith –propos du prophète Mahomet

actions politiques du FIS recueillent immédiatement un écho populaire de plus en plus fervent et massif. Ses deux leaders, le politique Madani et le passionné Belhadj, bénéficient de suite d'un charisme et d'une audience remarquables auprès de la population.

Le parti islamiste possède également une structure, un programme et une stratégie qui contribuent de manière directe et efficace à sa victoire⁶. Après la rupture entre modérés et radicaux, la direction du mouvement s'est cependant constituée dans des conditions étrangères à la transparence étatique. Le parti n'a pas de président, conformément à la doctrine théocratique qui l'anime. Il est dirigé par un conseil de 14 membres (choura) dont les principaux membres sont Madani et Belhadj, Benazouz Zoubda, responsable de l'organe de presse ou bien encore Ali Djadi, tous imams prédicateurs mais dont les fonctions exactes ne sont pas précisées. Dans les faits, la direction est assurée par Madani, politicien habile et remarquable organisateur. Il va exploiter la tolérance dont bénéficie le FIS de la part du pouvoir et atténuer les rivalités internes de son mouvement. Il sera aidé dans sa tâche par un jeune imam de Bab El Oued, quartier populaire d'Alger, Ali Belhadj qui, dès les émeutes de 1988, s'est montré capable de canaliser et contrôler les impatiences de la jeunesse. Ces deux dirigeants disposent également d'un bureau exécutif qui après les arrestations de juin 1991 deviendra le bureau exécutif national provisoire.

1414. Des partis politiques discrédités et exclus du face à face

En dehors du FLN, les trois autres principaux partis politiques, le parti des Front des forces socialistes (FFS), le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) n'ont plus la confiance de la population, ce qui explique le report des voix sur le FIS et donc sa victoire électorale.

A. Le FFS :

Le retour de son principal leader, Hocine Aït Ahmed, après 25 ans d'exil, lui redonne un dynamisme et une efficacité accrues. Ce responsable « historique », qui avait toujours été un opposant déterminé au régime de parti unique et avait connu les geôles de Ben Bella, est le seul

⁶ cf. annexe 1

à être perçu, y compris par ses détracteurs, comme ne s'étant jamais compromis avec le pouvoir.

Le parti se caractérise par sa constance et sa fidélité au socialisme et à la démocratie pluraliste ainsi que sa large audience en Kabylie. Il allait enfin pouvoir échapper à l'image exclusivement kabyle que ses rivaux lui collaient obstinément pour bâtir et implanter un grand parti à l'échelle du pays et se doter, enfin, d'une structure nationale incontestable.

Au premier tour des élections, le FFS organise une importante manifestation afin de créer un élan populaire en faveur de la poursuite du processus électoral et pour mobiliser l'opinion pour qu'elle participe massivement au second tour afin de barrer la route aux islamistes. Il y a là un antagonisme profond avec le RCD dont la principale origine se trouve dans les divergences fondamentales d'analyse sur les origines de la crise mais aussi sur la responsabilité du pouvoir « réel », c'est à dire l'armée. Pourtant, les deux partis sont fortement implantés en Kabylie mais ont finalement un ancrage différent dans la population.

B. Le RCD :

Le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie s'avère un concurrent redoutable pour le FFS, surtout dans son pré carré de Kabylie, en la personne de Saïd Saadi qui, lui, affiche clairement sa « libérité » comme une arme de combat pour la liberté non seulement économique mais également linguistique et culturelle et disputait au vieux chef la sympathie et l'empressement des médias français, séduits par sa laïcité et son anti-islamisme viscéral. Très minoritaire mais jouant habilement sur le puissant soutien médiatique que lui assure, notamment en France, un discours « laïc et républicain », il se revendique comme un « parti des cadres » et demeure persuadé de la nécessité d'imposer la modernisation de la société à marche forcée et par le haut. La stratégie élitiste du RCD et le refus de toute négociation avec les islamistes ont rapproché Saïd Saadi des clans de l'armée défendant ces options de la manière la plus intransigeante. Critiquant abondamment le pouvoir, le FLN ou le gouvernement, mais s'abstenant toujours de dénoncer l'emprise de l'armée sur la vie politique, le RCD a, de facto, défendu les options stratégiques du pouvoir dont l'annulation de 1991.

Au premier tour des élections, en dépit de moyens mis à sa disposition et d'une presse acquise majoritairement, il n'obtient aucun siège, recueillant 200 000 voix sur 13 millions d'inscrits et 7 millions de suffrages exprimés.. S'affichant néanmoins comme le pôle de l'opposition démocratique, il va relayer les inquiétudes des cercles alliés au haut commandement militaire et engager le combat pour l'arrêt des élections en demandant à l'armée d'intervenir afin de barrer

la route du pouvoir aux islamistes. Il servira de couverture civile à l'annulation du scrutin par les militaires.

C. MDA :

Cette formation connaît un revers sérieux d'entrée de jeu. La grande opération médiatique tentée par l'ancien chef a été un fiasco complet car il ne représente pas un démocrate pour les générations nouvelles et est quasi inconnu après 15 années aux oubliettes et 10 passées en exil. Rencontrant si peu d'audience et fidèle à ses vieilles recettes, il essaya une stratégie de rapprochement et d'alliance avec le FIS qui fit long feu.

Enfin, alors même qu'ils sont très attachés à la démocratie, les démocrates algériens sont divisés car ils possèdent des sensibilités très différentes, voire parfaitement contradictoires au sujet, par exemple, de la lutte contre l'intégrisme. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie se déclare démocrate au nom d'une conception très jacobine de la laïcité et très autoritaire de la République. Pour sa part, le Front des forces socialistes estime que la modernisation de la vie politique passe par la voie des urnes et la primauté d'institutions représentatives sur le diktat

1415. Une presse algérienne entre mirages et réalités.

Avant 1990, l'Algérie ne comptait que 2 quotidiens francophones sur 6 et 4 hebdomadaires sur 8. L'ouverture démocratique qui suit les émeutes d'octobre 1988 se traduit par un foisonnement de la presse et par des campagnes électorales d'une liberté de ton sans égale dans le monde arabe. La presse algérienne pluraliste a donc 12 ans. Aujourd'hui, au moins 37 quotidiens paraissent en arabe et en français. Présentée comme étant l'une des plus libres du monde arabe, souvent saluée, à raison, pour son courage face à un environnement hostile, elle constitue également un alibi pour un système obsolète qui n'admet aucun changement véritable. Elle évolue entre mirages et réalités.

C'est le gouvernement de Mouloud Hamrouche qui, par la loi du 30 avril 1990, supprime le monopole d'Etat de 30 ans sur les médias écrits et audiovisuels, longtemps porte-parole du régime. Pour la première fois, la presse est libre et des centaines de publications apparaissent. Elle va devenir le quatrième pouvoir, capable de critiquer le régime. C'est ainsi que naissent les

quotidiens El Watan, le Soir d'Algérie ou El Khabar. Première publication privée, le Jeune Indépendant paraît en mars 1990. A la même période, les journaux partisans font aussi leur apparition. El Mounqid, un hebdomadaire en langue arabe appartenant au FIS, atteint des tirages de 500 000 exemplaires. Le RCD (rassemblement pour la culture et la démocratie) lance l'Avenir et Assalu, un journal en langue berbère. Le FFS (front des forces socialistes) prend Libre Algérie, un journal fondé par Ali Mecili. En peu de temps, les journaux dits « indépendants » fidélisent un large électorat grâce à leurs critiques des hommes politiques et à leur dénonciation de certaines affaires louches. Mais les véritables décideurs du système algérien ne sont guère inquiétés par l'ensemble de ces journaux.

Lorsque Mouloud Hamrouche est limogé, les marges de manœuvre de la presse diminuent. Le nouveau chef du gouvernement, Sid Ahmed Ghazali, commence par suspendre l'édition arabophone de Parcours maghrébins, un hebdomadaire du secteur public, la raison invoquée étant la publication d'un texte d'Ali Belhadj, le numéro un de l'ex-FIS emprisonné. Il lance une offensive pour reprendre en main la presse et rétablit la censure. La situation de la presse se complique davantage avec l'arrêt du processus électoral des législatives de janvier 1992. La majorité des titres applaudissent l'option des décideurs et oublient subitement que les élections venaient d'être organisées.

La question de l'indépendance de cette presse algérienne se pose donc également. Les décrets de l'état d'urgence (9 février 1992) et celui relatif au terrorisme et à la subversion (octobre 1992) réduisent encore plus la liberté de la presse. Mais les responsables des journaux ne se plaignent pas. Les directeurs font partie, eux même, du système. En effet, très peu de responsables de publications en Algérie n'ont pas transité par les journaux du parti unique. C'est d'ailleurs eux qui, dans bien des cas, se chargent d'exercer la censure dans les rédactions. En peu de temps de pluralisme médiatique, on commence à parler de « patrons de presse » et certains actionnaires de journaux gagnent un argent fou.

Les services y placent leurs pions car l'information reste confondue avec le renseignement.

La crise de juin 1991 sonne le glas de la parenthèse démocratique.

L'interruption du processus électoral de janvier 1992 marque une accélération de la convergence entre le pouvoir et les responsables de la presse « indépendante ». Moins d'une semaine après la déposition du président Bendjedid, le ministre de la communication les convoque à une « conférence nationale de la presse ». Au sein du pouvoir, les partisans de l'annulation du second tour entendent ainsi tester la position des médias face à cette hypothèse. La grande majorité des journalistes présents soutient l'option de l'annulation pour « barrer » la

route du pouvoir aux islamistes. Une seconde tendance tend à respecter le choix du peuple. Une troisième réclame l'autonomie de la presse par rapport au pouvoir.

Mais en réalité, la plupart des journaux ont déjà fait leur choix. El Watan, Le Matin, Alger Républicain annoncent la fin de la démocratie en cas de poursuite du processus électoral. La « démission » de Chadli est présentée comme une simple procédure constitutionnelle.

En soutenant l'initiative de l'armée, la presse creuse pourtant sa propre tombe car elle est reprise en main immédiatement par le pouvoir. Saisies, suspensions et interpellations se multiplient dès l'interruption du processus électoral. Elle s'est bien gardée de dénoncer, par ailleurs, la haute corruption ou de remettre en cause les options stratégiques du régime et a soutenu comme un seul homme l'annulation des élections.

142. Le comportement des acteurs internes : le poids du déterminisme

1421. Les décisions prévisibles du pouvoir en place :

Les principales décisions du pouvoir en place sont très dures comme en témoignent la « démission » du président Chadli Bendjedid le 11 janvier 1992, l'annulation des élections le 12 janvier 1992 et la dissolution du FIS le 4 mars 1992. Elles attestent des craintes et des pressions qui pèsent alors sur les décideurs algériens.

A l'issue du premier tour des élections législatives et face au succès du FIS, une période de flottement s'installe, durant laquelle les chefs de l'armée se réunissent maintes fois pour décider de l'avenir du pays. Ils contraignent Chadli Bendjedid, encore président de la République et qu'ils soupçonnent de vouloir cohabiter avec les islamistes, à démissionner. Le 11 janvier 1992, le président remet donc sa démission au Conseil constitutionnel. La caste militaire agit apparemment en bloc. Aucune note discordante n'apparaît, aucun coup de feu n'est tiré durant ce que l'on peut appeler un putsch « de routine » politiquement désastreux pour le pays.

Le président annonce également que l'Assemblée nationale est dissoute depuis le 4 janvier. Le 12 janvier, le Conseil constitutionnel proclame « l'impossibilité de poursuivre le processus électoral ». Il y a vide juridique puisque la Constitution ne prévoit pas qu'un président dissolve le Parlement et démissionne. Sans président de la République ni président de l'Assemblée qui, en cas de vacance de ce dernier, doit assurer cette fonction pendant 45 jours avant d'organiser de nouvelles élections, c'est le Haut Conseil de Sécurité, composé de trois généraux-majors et

trois civils, qui prend la direction du pays. Le 14 janvier est annoncée la création du Haut Comité d'Etat, organe non prévu par la Constitution, qui doit couvrir la durée de la présidence jusqu'à la fin du mandat du président Chadli en décembre 1993. Ce premier coup de force n'a pas suscité de critiques à l'extérieur.

Le second tour des élections législatives, quant à lui, qui devait donner au FIS une majorité écrasante, n'eut jamais lieu. En effet, ce fut la panique qui s'installa chez les militaires et leur personnel politique ainsi que parmi les tenants de la démocratie réelle et du libéralisme comme le RCD. Les généraux se réunirent et décidèrent d'annuler les élections. Le slogan « démocratique » qui proclamait que la démocratie était menacée par l'islamisme n'était que de pure façade. La vraie menace, pour les chefs militaires, était que les dirigeants islamistes se substituent à eux pour le contrôle de la rente pétrolière. Car le « pouvoir réel », l'armée et les clans qui gravitent à son sommet, ne pouvait se permettre une assemblée qui ne soit pas aux ordres et qui serait composée d'éléments dont certains réclamaient déjà la tête des généraux prédateurs. Tous lancèrent un véritable cri de détresse à l'armée pour stopper, par n'importe quel moyen, le processus d'une démocratisation dont la mise en œuvre venait de révéler leur insignifiance en terme de représentativité alors même qu'ils s'en voulaient les chantres. Les « jusqueboutistes » du noyau dur de l'armée, qui avaient mené l'Algérie à la catastrophe institutionnelle, économique, politique et sociale, entreprirent de faire le siège de leur pair, le Colonel Chadli Bebdjedid, devenu président par leur grâce en 1979, pour obtenir cette annulation pure et simple du deuxième tour de scrutin, rendant ipso facto caducs les résultats du premier.

Le 9 février 1992, le Ministre de l'Intérieur introduit une plainte en dissolution contre le FIS devant le tribunal administratif. Deux membres de l'instance suprême du FIS sont arrêtés et le siège du mouvement est fermé. A la suite de violents affrontements entre forces de l'ordre et islamistes, les ministres algériens vont alors proposer toute une série de mesures pour bloquer toute issue politique pacifique et transposer le conflit sur un terrain militaire.

Un décret présidentiel n° 92-44 du 9 février 1992 portant instauration de l'état d'urgence pour une durée de 12 mois est promulgué, prélude aux décrets et arrêtés futurs qui vont entériner le glissement des prérogatives de l'autorité civile vers l'autorité militaire. La chronologie des textes permet de constater une évolution subtile de l'état d'urgence vers ce qui s'apparente

plutôt à l'état de siège⁷. Le 4 mars 1992, après 29 mois d'existence légale, la dissolution du FIS est annoncée et le 29 mars 1992 un décret portant dissolution des APC (Assemblées populaires communales) dont 397 du FIS, 28 du FLN et 7 indépendants.

1422. La gestion de la crise par le FIS :

La gestion de la crise, vue du côté du FIS, traduit tout à la fois les clivages internes que connaît le mouvement mais aussi le fait que ce parti sait écouter et répondre aux aspirations contradictoires d'une majorité de la population.

Dès sa création, le FIS comprend deux tendances principales issues de la mouvance islamiste algérienne : la Salafiya et la Djazaara, qui ont toutes deux pour objectif la création d'un Etat islamique. Les Salafistes, dont font partie Ali Belhadj et Abassi Madani, ont reçu une formation religieuse traditionnelle. Ils aspirent à provoquer une révolution islamique mondiale et à retrouver les valeurs d'un islam idéalisé où la charia serait appliquée dans son intégralité. Les Djazaaristes, quant à eux, comme Rabah Kébir et Abdelkader Achani, recrutent essentiellement leurs membres dans les universités. Ils ont reçu une éducation tout à la fois islamique, arabe et occidentale. Ils considèrent le FIS comme un instrument de conquête du pouvoir. Le FIS reste cependant longtemps un parti de masse caractérisé par un front uni s'appuyant sur les mosquées, seuls berceaux de la contestation populaire. Puis apparaissent des discours contradictoires entre ceux voulant se conformer au verdict des urnes et ceux souhaitant abolir la démocratie dès leur arrivée au pouvoir. A compter du scrutin des municipales de 1990, ce sont les islamistes « réformateurs », incarnés par Abdelkhader Hachani, qui contrôlent l'appareil du parti. Partisans de réformes pour amener l'Etat à une plus grande justice sociale, ils prônent une « islamisation » des institutions et la participation des classes moyennes qu'ils représentent à la gestion des affaires publiques.

De 1989 à 1992, ils acceptent de suspendre leur activisme, sous la pression du courant « électoraliste », tant que la voie des urnes emporte l'adhésion des militants et sympathisants du FIS. Abassi Madani accepte aussi en 1991 de se soumettre à un processus de vote à

⁷ Les mesures accompagnant ce décret prévoient l'arrestation des personnes et la suspension ou la dissolution des assemblées municipales si elles « entravent le service public » et leur remplacement par des délégations exécutives communales, composées de personnes désignées par l'administration. Les tribunaux militaires peuvent être saisis dans les affaires civiles si elles sont considérées comme une menace pour l'Etat.

« l'occidentale » car il reste le fruit d'un mélange de la composante traditionnelle, religieuse et de la composante moderniste et démocratique.

Dans sa phase légaliste, le principal succès du FIS provient de la jonction réalisée entre les élites et les classes populaires. Lorsque le président Chadli a voulu susciter une classe moyenne productive, ce nouveau groupe s'est heurté à la clientèle du pouvoir central et régional, vivant des rentes de l'administration et des autorisations diverses. A l'autre bout de la société, l'Etat n'a plus eu les moyens d'acheter le consensus social. De plus, à partir de juin 1991 et les élections avortées, la répression enlève toute crédibilité aux légalistes.

Mais surtout le FIS a repris tous les thèmes propres au FLN, tout en donnant l'impression de faire du neuf et de tenir un discours d'opposition. Dans la mesure où le FIS se réclamait de l'héritage du FLN, il ne pouvait récuser l'ANP qui l'incarnait. En l'attaquant de front, il aurait risqué d'être perçu comme un agent de l'étranger lié aux monarchies pétrolières et donc à l'Occident. La fusion des thèmes de l'islam et de la guerre d'indépendance qui structure la jeunesse algérienne fut son coup de maître.

Le parti est ensuite passé maître dans l'écoute et l'exploitation des aspirations très diverses de la population, ce qui peut expliquer, en partie, la forte mobilisation des électeurs en sa faveur et implique l'analyse du contexte dans lequel ces derniers évoluent, tout comme celle de leurs trajectoires.

Les contradictions de l'engagement politique de l'électorat du FIS relèvent de la diversité de ce dernier dans lequel différents groupes sont représentés. Ainsi, les petits commerçants sont pour l'instauration d'un Etat « minimum », garant de la liberté du commerce. Les fidèles militants, (étudiants ou diplômés arabophones au chômage), eux, souhaitent l'instauration d'un Etat islamique. La jeunesse, enfin, veut se venger de la répression meurtrière des émeutes de 1988 à Alger. Le FIS sait donc englober des aspirations politiques, religieuses, sociales et économiques diverses voire contradictoires.

Le succès de la mobilisation relève finalement de la coalition conjoncturelle de trois groupes sociaux aux revendications contradictoires : l'entrepreneur militaire, le petit commerçant et le fidèle militant. La mobilisation derrière le FIS en 1990 et 1991 n'est pas également réductible aux seuls enjeux identitaires et culturels, voire à une lecture « essentialisée » de l'islam. Elle est liée à la variété des choix et des enjeux politiques, économiques et sociaux qui ont motivé le vote en faveur de ce parti. Les attentes et revendications de ces électeurs sont intéressantes de

même que les pratiques politiques des responsables locaux du FIS durant la gestion des municipalités de 1990 à 1991.

Ces derniers sont parvenus parallèlement à extraire des ressources financières de leurs territoires grâce aux groupes sociaux précités et détenteurs de ces ressources. Les entrepreneurs militaires, producteurs de travail et de services ayant tirés des privilèges de la guerre, se sont préservés une assurance en cas de victoire du FIS. Les petits commerçants ont vu dans l'arrivée du FIS au pouvoir une formidable opportunité car leur catégorie était en but, depuis l'indépendance, à une attitude discriminante de l'administration et étaient délaissés pour l'approvisionnement en matières premières au profit des entrepreneurs militaires, l'Etat contrôlant la distribution des biens. Ils étaient aussi habitués comme les responsables du FIS, à des activités informelles ou illégales pour améliorer leur quotidien.

En général, pour tous les électeurs du FIS, le parti représente une alternative crédible à l'Etat-FLN. Son projet est vécu comme une tentative de démantèlement des pesanteurs administratives locales et nationales et utilise une volonté d'enrichissement perçue comme vitale. De plus, il existe aussi chez les jeunes une volonté de modifier les règles du jeu, de démocratiser les opportunités d'accumulation de richesses. Pour eux, l'Etat n'est pas l'instrument régulateur des inégalités.

L'exemple des fidèles militants est tout aussi significatif. Issus en grande partie du monde universitaire, ils sont idéologiquement dévoués à la cause religieuse que le FIS entend défendre. Ils ont effectué un travail social et culturel en profondeur (suppression des antennes paraboliques captant Eurosat pour celles d'Arabsat), orienté principalement vers les « œuvres sociales » et l'entretien de la logistique du parti, pour entretenir l'enthousiasme né de la victoire électorale.

D'une manière générale, le FIS canalise rancœur et espoir, sentiment de revanche et défi à l'ancienne puissance coloniale. Il s'attache à réinventer la cordialité, l'entraide et l'égalité entre « frères » et entretient une passion empreinte d'un désir d'ordre et d'authenticité face au désordre né de l'ère Bendjedid. Il a également besoin d'un ennemi « communiste », athée, toujours lié à l'ancienne puissance coloniale et utilisant la langue française. Les responsables du FIS se sont faits les hérauts de ces revendications.

Dès lors, l'annulation des élections prouve la validité du discours islamiste. Par cet acte, le régime dévoile son apostasie.

En outre, l'expérience des islamistes dans la gestion des communes, bien que de courte durée, n'en demeure pas moins fondamentale. Elle démontre comment l'utopie du FIS est imprégnée, parmi ses électeurs et sympathisants, de la nostalgie paradoxale de l'ère Boumédienne.

La crainte de l'instauration d'un Etat islamique en Algérie parmi l'électorat non islamiste et à l'étranger, entretenue et amplifiée par les médias selon les islamistes, prouve que leur parti doit être sur la bonne voie. Pareille crainte ne peut être fondée que sur la remise en cause d'un ordre défavorable pour l'Algérie. Le FIS est alors un parti visant à restaurer la dignité du peuple algérien.

Convaincus de leur capacité d'influence sur les 3 millions d'électeurs sympathisants, les responsables du FIS, durant le processus électoral, menaçaient le régime de le renverser par la force s'il mettait des entraves majeures au bon déroulement des élections législatives. Or celles-ci sont interrompues et le FIS dissout sans que cela soit suivi des effets escomptés par ses dirigeants. En effet, voter et se déplacer aux réunions ne présentait aucun risque avec un effort moindre. Il en allait autrement de s'engager dans la djihad et mettre sa vie en danger.

143. Les acteurs extérieurs et leur comportement : une crise essentiellement nationale

1431. L'Algérie : un pays ouvert sur le monde et ses influences :

L'Algérie des années 90 offre au mode extérieur une image contrastée et souvent opaque. D'un côté se trouvent les fruits de l'effort de démocratisation avec une presse relativement libre, une pluralité de partis, un véritable débat électoral et des prémices de réformes économiques. De l'autre prédomine un gouvernement dont le caractère civil n'est qu'une façade derrière laquelle se cache le vrai détenteur du pouvoir, l'état-major dont les contacts avec l'étranger et en particulier les USA sont rares.

Il y a plusieurs entrées pour aborder ce qui s'est passé en Algérie à partir d'octobre 1988, et les ruptures que cela a produit aux plans politique et économique. Il faut d'abord tenir compte de la position de ce pays, qui fait qu'il est concerné par des événements qui se sont produits à la même période dans des parties du monde auxquelles il appartient ou du moins avec lesquelles il a des liens très forts. Ainsi, certains événements sont vécus directement de l'intérieur, et non comme des événements extérieurs (question palestinienne, guerre du Liban ou du Golfe...). Ils produisent des effets et y infléchissent le cours des choses.

Il faut tenir compte aussi du fait que le système économique et politique algérien a beaucoup de liens avec le système français et que les évolutions en France ont donc des répercussions multiples en Algérie. Il s'agit là non seulement de la politique française à l'égard des anciennes

colonies ou de ce qui se passe au niveau de l'immigration algérienne en France, mais de ce qui se produit sur la scène politique et économique française. Quant à eux, les événements se déroulant en Europe sont plus lointains et ont des répercussions indirectes qui passent surtout par le biais de la France.

Il y a enfin le fait que l'Algérie a été un pays socialiste, qui a largement adopté tout en l'adaptant, le modèle politique et économique socialiste et a maintenu des liens privilégiés avec les pays du bloc soviétique. Le déclin du système soviétique l'a également touchée. Cependant, même si celui-ci était condamné, l'évolution à venir – effondrement du mur, libéralisation de l'économie et adoption du modèle politique occidental (parlementarisme, système de multipartisme) – n'était pas la seule issue possible et le cours qu'allaient prendre les choses n'était pas certain. En Algérie comme dans les pays de l'Est, d'autres alternatives se présentaient.

1432. Paris et Alger : entre brouilles, complicité et cynisme d'Etat :

Bien que premier partenaire commercial de l'Algérie, la France n'a pas réussi à définir une politique cohérente au moment de la crise. Le soutien au pouvoir algérien, qui se traduit notamment par une aide financière de 4 à 5 milliards de francs et un appui militaire au régime, reste un axe principal.

Paradoxalement, le fait que l'Algérie ne soit pas gouvernée de manière démocratique est une évidence pour les responsables français. L'archaïsme, la corruption et le refus de toute véritable réforme politique ou même économique sont, par ailleurs, connus.

Le principal enseignement des élections de 1991 est que ce n'est pas grâce à des élections dont le régime maîtrise l'organisation, voire les candidatures, qu'évoluera l'Algérie mais seulement si l'armée le décide.

Dès lors, la position française relève surtout d'une stratégie d'attente qui privilégie la réaction aux événements et non leur anticipation. Aucune doctrine précise ne guide, par exemple, le soutien financier maintenu au nom de la tradition et de la solidarité sans autre interrogation sur les conséquences d'un tel engagement. On peut y ajouter l'absence de réflexion de fond de la classe politique française, de droite ou de gauche ainsi que l'inertie des structures politiques et administratives qui reproduisent les mêmes mesures envers et contre toutes les réalités. Le principe de non-ingérence complétera celui de souveraineté nationale, très

employé par les Algériens. Les opposants ont été tenus dans un certain mépris, sous prétexte qu'ils n'avaient ni représentativité, ni perspective. La relève des générations n'est pas parvenue à apaiser les relations entre l'Algérie et son ancienne puissance coloniale. La difficulté, pour la France, à assumer son histoire algérienne et la posture souvent offensée de l'Algérie ont nui à une compréhension réciproque.

Dans un autre domaine, pour son approvisionnement en hydrocarbures, en gaz et a fortiori en pétrole, la France, sans dépendre de l'Algérie, souhaite maintenir son implantation dans une région où les découvertes très prometteuses ont attiré les principales firmes pétrolières anglo-saxonnes. Certains observateurs ont pu parler de connexions occultes entre certains milieux politico-mafieux français et les revenus de la rente pétrolière en Algérie. Sans s'attarder sur les réseaux d'influence politico-économiques structurés depuis des années et qui jouent un rôle clé entre les deux nations, les exportations de la France, même si elles ne représentent que 10 milliards de francs par an, permettent à de nombreuses petites entreprises du Sud de la France de réaliser ainsi l'essentiel de leur chiffre d'affaires extérieur.

Plus sûrement, les termes de « complicité historique et cynisme » semblent mieux caractériser les relations entre les deux Etats.

Le premier facteur qu'il convient de prendre en compte est d'ordre contextuel. Il tient aux liens étroits qui se sont tissés depuis l'indépendance entre dirigeants algériens et français. A droite, les gaullistes ont su, par delà les tensions périodiques, entretenir des relations solides avec Alger, sur fond d'intérêts communs bien compris, de l'exploitation des hydrocarbures au front antiaméricain sur la scène internationale. Les partis de la Gauche officielle (PCF et PS), quant à eux, avaient à se faire pardonner leur attitude durant la guerre de Libération, lors de laquelle ils avaient soutenu la violence d'Etat contre les « moudjahidines », ce qui explique le constat dressé par l'historien Bernard Ravenel : « Dans la décennie 1971-1981, la gauche Française tout entière a donné son soutien au système de pouvoir construit par Boumédiène. Ce faisant, elle lui a attribué un surcroît de légitimité. En se limitant pour l'essentiel au niveau d'une relation sans critiques d'Etat à Etat, la gauche française, avec des nuances mais globalement au moins jusqu'en 1988, a légitimé le système de pouvoir algérien. A ce titre, elle a sa part de responsabilité dans les malheurs et les drames de ce pays ». Enfin, il ne faut pas oublier les véritables liens d'amitié qui ont pu se nouer, pendant la guerre d'Algérie, entre la minorité de gauche et d'extrême gauche qui apporta courageusement son soutien au FLN, et ses dirigeants de l'époque. Des liens souvent gardés intacts ont pu jouer un

rôle important dans le soutien apporté par la France à l'Algérie officielle ces dernières années, dans l'aveuglement d'une partie de la gauche intellectuelle sur la vraie nature du pouvoir militaire.

Un deuxième niveau d'explication est celui que l'on a pu parfois entendre dans les milieux diplomatiques français. L'Algérie est un fournisseur important de la France et de plusieurs Etats de l'Union européenne pour le gaz et le pétrole. Il est donc important, pour assurer la sécurité de ces approvisionnements, qu'elle ne soit pas « déstabilisée » par l'islamisme radical. D'autant qu'une telle déstabilisation aurait un « effet domino » sur les deux pays voisins, Maroc et Tunisie, où la « menace islamiste » est également présente. Cette crainte était forte en 1989-1991, au moment de la montée en puissance du FIS. La version moins euphémisée de cette doctrine pourrait être la suivante : face au « péril vert », mieux vaut soutenir des militaires notoirement corrompus et sanguinaires. Mais cette explication, si elle joue à l'évidence un rôle, est loin d'être la plus décisive. A elle seule, elle ne saurait en effet justifier un soutien aussi constant et déterminé à l'une des dictatures les plus brutales de ces dernières décennies. D'une certaine façon, il s'agit surtout d'un discours de justification, parfois sincère mais aussi cynique, principalement porté par le « deuxième cercle » du pouvoir : celui des « experts », intellectuels et journalistes influents fascinés par la raison d'Etat.

1433. La passivité de la communauté internationale et de la France :

Surtout de composante nord-occidentale, la communauté internationale a révélé son impuissance à concevoir et à mettre en œuvre, de manière claire et transparente, une politique algérienne crédible, efficace à long terme. Toute la stratégie semble se limiter à la sauvegarde et à la gestion des intérêts de l'élite au pouvoir en Algérie. La France, l'Union européenne et les Etats-Unis s'en tiennent donc tantôt à une prudente expectative, tantôt à une navigation à vue, avec les changements de cap, voire les volte-face qu'elle implique. Rares furent les condamnations, autres que de circonstances, de dirigeants de la communauté internationale, si prompts à réagir quand leurs intérêts économiques ou politiques immédiats sont atteints ou menacés. Il convient de mentionner l'insuffisante hiérarchisation des priorités de l'Union européenne surtout liée à son manque de vision stratégique et au poids des intérêts acquis qui

font qu'elle est restée trop souvent paralysée, sans politique audacieuse⁸. Elle fut donc un faible catalyseur au regard du budget en aides accordé au Sud.

A cela, il existe plusieurs raisons. La France, comme de nombreux pays, s'est, il est vrai, très souvent mobilisée sur les drames qui secouent la planète (le Rwanda, la Somalie ou l'ex-Yougoslavie), par le biais de conférences au sommet ou d'opérations humanitaires. Ces interventions sont souvent le résultat de la mobilisation des opinions publiques. Mais le drame algérien n'a suscité que peu de réactions à l'étranger car les autorités algériennes s'abritent derrière un nationalisme ombrageux et abusent de leur influence sur la scène internationale pour décourager toute initiative internationale. L'Algérie a su également lier des alliances toujours actives. Et les puissances occidentales n'ont pas oublié le rôle joué par les services secrets algériens dans le dénouement de plusieurs crises internationales au Proche et au Moyen Orient. L'Algérie possède également un corps diplomatique de haut niveau présent dans tous les rouages de la machinerie onusienne et s'avère être un excellent partenaire économique du fait, en particulier, de sa richesse en hydrocarbures.

La crise fut aussi considérée comme « un problème interne français » par certains partenaires et donc aucune initiative ne pouvait être prise sans le consentement français.

Ajoutons à tous ces arguments la présence d'une forte communauté immigrée de près de 3 millions de personnes, le poids de l'histoire et une certaine « mauvaise conscience ».

Les cohabitations successives, depuis 1987, ont privé la politique étrangère de la France d'une part de son efficacité et la situation de rente existante était difficile à réduire.

De plus, comme l'écrit Jean-Pierre Derriennic⁹, les réactions internationales, face aux conflits, sont influencées aujourd'hui par une nouvelle idéologie universaliste, l'humanitarisme, dont l'idée centrale est qu'il n'est ni honorable ni avantageux de rester indifférent aux malheurs des autres.

La prévention s'attache d'abord à évaluer à l'avance les risques de conflit violent afin de pouvoir prendre les mesures prophylactiques, moins coûteuses et plus efficaces que les interventions en situation de catastrophe. Le passage à la guerre civile est lié à la polarisation de presque tous les conflits qui existent dans une société autour d'un conflit dominant.

Les personnes les plus directement concernées par un conflit sont celles normalement les plus mal placées pour l'analyser lucidement. Il faut que les choses tournent vraiment très mal pour

⁸ exemple : le manque d'enthousiasme à soutenir ceux qui ont entrepris des réformes économiques en 1989

⁹ Les guerres civiles. Presse de la Fondation nationale des sciences politiques.

qu'elles deviennent capables de demander de l'aide ou de cesser de la refuser. Les interventions sont donc souvent tardives.

La première règle devrait être de ne pas nuire mais il est difficile de savoir l'appliquer dans chaque situation particulière parce qu'il n'est jamais possible de recommencer les expériences et d'annuler leurs résultats, bons ou mauvais. Les interventions bienveillantes comportent donc une marge considérable d'incertitude pour ceux qui ont à en prendre la décision. Les « intérêts nationaux traditionnels » risquent toujours de jouer un rôle dans une décision d'intervention dans un conflit et la présence ou l'absence d'un événement sur les écrans de télévision exerce une influence peut-être immense sur les décideurs. S'exposant au reproche d'avoir réagi ou trop tôt ou trop tard, ceux-ci cèdent à une fréquente lenteur, conséquence normale de la prudence.

Enfin, comprendre l'Algérie semble aussi relever de la gageure pour les pays du Moyen-Orient. Les voisins immédiats d'abord, Marocains et Tunisiens, sont inquiets et perplexes, voire déroutés par cette crise à leurs frontières. Les peuples arabo-musulmans, tout en retrouvant dans les événements d'Algérie le reflet de leurs propres problèmes, se sont néanmoins toujours sentis partagés entre leur désir de communion avec leurs « frères » algériens et la réalité des distances culturelles et autres qui les séparent.

La Tunisie et l'Égypte possèdent des analogies saisissantes avec l'Algérie, notamment par le type de régime militaro-policié. La fracture sociale, l'inégalité économique et l'incommunicabilité entre gouvernants et gouvernés ont abouti à un phénomène identique : la naissance du mouvement islamique, devenu aux yeux des masses abandonnées à la misère et privées d'espoir, la seule alternative aux pouvoirs en place.

1434. Le flirt contrarié entre Washington et Alger :

Certains, en France, soupçonnent depuis longtemps Washington de vouloir jouer un rôle de premier plan à Alger. Mais le constat est que les relations entre les deux pays ont toujours été en dents de scie et beaucoup d'obstacles existent pour que puissent s'établir des relations étroites. L'Égypte, l'Arabie Saoudite, sans parler d'Israël, conservent toujours beaucoup trop d'influence dans les milieux officiels à Washington. L'histoire des relations algéro-américaines est faite d'échanges suivis mais souvent malaisés, entrecoupés de crises ponctuelles.

Les Algériens aiment à rappeler qu'en 1957, John Fitzgerald Kennedy, encore sénateur à l'époque, s'était prononcé en faveur de l'indépendance de l'Algérie¹⁰. Sous Boumédiène, ardent avocat du « tiers-mondisme », la politique américaine au Vietnam et au Proche Orient fut très critiquée mais elle alla de pair avec la volonté de développer les échanges économiques avec l'Amérique. Mais avec la Guerre des Six Jours, l'Algérie rompra les relations diplomatiques alors que des liens économiques subsisteront. Après sa mort prématurée, fin 1978, les relations entre les deux pays s'engagent dans la bonne voie et on se prend à espérer à Washington que, sous la présidence de M. Chadli Bendjedid, la libéralisation de l'Algérie va permettre un rapprochement. Alger joue un rôle très utile dans la libération des otages détenus par les étudiants de Téhéran en 1980, mais, pourtant, cela ne compte guère aux yeux de la nouvelle administration du président Reagan, qui se tourne vers le Maroc.

Quand la décennie 80 s'achève, l'Algérie est en proie à une mutation tumultueuse. Les Etats Unis observent avec fascination la marche incertaine de l'Algérie vers la démocratie ainsi que la montée du mouvement islamiste. Mais il n'y a guère de preuves convaincantes d'une quelconque implication américaine dans les événements qui secouent le pays entre 1988 et 1992.

L'annulation du second tour des élections législatives, en janvier 1992, pose, pour les Etats-Unis, un dilemme lié au déficit démocratique. Si cette mesure n'a rien de démocratique, le probable vainqueur des élections, le FIS, professe un antiaméricanisme violent depuis la guerre du Golfe, en 1991. Pourtant, à cette époque, certains responsables à Washington se persuadent que, tôt ou tard, le FIS arrivera au pouvoir et qu'il faut donc maintenir le contact avec lui, même après son interdiction. Selon eux, il faut tirer la leçon de la révolution iranienne et garder le contact avec un mouvement d'opposition car il peut, un jour, arriver au pouvoir. Les Américains étaient conscients du discrédit du pouvoir algérien au plan international. Sur la foi d'études officielles, l'administration américaine envisageait, sans doute sans défaveur, l'avènement d'un régime islamique en Algérie, que l'on donnait imminent. Ils invoquaient alors l'exemplarité des relations avec l'Arabie Saoudite comme les positions traditionnelles anticomunistes, antisocialistes et prolibérales de la mouvance islamique algérienne. La diplomatie américaine a marqué quelques hésitations sur la stratégie à suivre lorsque les analystes avaient cru discerner la chute toute proche du pouvoir militaire. L'on avait alors imaginé de s'appuyer sur le nouveau régime musulman, tenu pour imminent, tout comme on

¹⁰ Peu après les accords d'Evian, Ahmed BenBella sera reçu par Kennedy à la Maison Blanche.

l'avait fait avec les régimes musulmans du Golfe. Le but était alors d'endiguer et neutraliser la vague islamique iranienne. L'un des représentants du FIS, Hanouar Haddam, avait ses entrées à Washington pour s'exprimer au nom de son parti dont on appréciait, au surplus, les vues libérales d'un programme économique pour le reste quasi inexistant. C'est dans ces conditions que les Américains pensaient pouvoir tranquillement appesantir leur mainmise sur les ressources pétrogazières algériennes dans la continuité des forts investissements des compagnies pétrolières américaines.

Les Américains n'étaient pas mécontents, d'ailleurs, d'enfoncer un clou dans la prétendue chasse gardée géopolitique de l'allié français. Mais il n'était pas question, au sujet du pion algérien sur l'échiquier international, de courir le risque d'entrer ouvertement en conflit avec le rival mais néanmoins partenaire français qui voyait dans la chute du régime algérien une grave menace de déstabilisation régionale, à l'échelle du Maghreb, et de déstabilisation interne à travers l'importante et vulnérable communauté musulmane de France. Enfin, il n'existe aucune base sociale sur laquelle fonder des rapports entre les deux pays. Très peu d'Américains, qu'ils soient hommes d'affaires, touristes, étudiants, journalistes ou fonctionnaires, se rendent en Algérie. Et relativement peu d'Algériens vont aux Etats Unis. Si les deux gouvernements peuvent entretenir des relations normales sans développer de liens profonds entre leurs peuples, celles-ci auront rarement l'occasion de s'approfondir. Les liens entre Washington et Alger demeurent le fait de quelques responsables politiques et cadres pétroliers. Leur niveau d'intérêt connaît des hauts et des bas, leurs préoccupations peuvent varier, de sorte que les relations restent superficielles.

15. Les conséquences de la crise :

Plus de dix ans après le coup d'Etat de l'armée algérienne qui, en janvier 1992, est venu interrompre brutalement un processus électoral engagé pour la première fois dans des conditions de liberté et de transparence potentiellement crédibles, la crise ou plutôt la guerre civile, a atteint un degré d'horreur très élevé. Les massacres n'ont jamais vraiment cessé malgré les diverses tentatives de conciliation. Des liens complexes entre terrorisme et corruption des élites sont apparus. Le drame que vit l'Algérie actuellement apparaît malheureusement comme la suite logique de la tournure prise par les événements du début de 1992.

Ainsi, les deux conséquences majeures de cette crise semblent bien être le désencadrement du FIS et son corollaire, l'engrenage de la violence alors que la lutte armée représente le seul moyen d'expression.

Le coup d'état du 11 janvier 1992, la dissolution du FIS, la proclamation de l'état d'urgence, la répression anti-islamiste, le bâillonnement de toute opposition et la diabolisation des islamistes n'ont pas laissé d'autre moyen d'expression que la lutte armée. Ils renforcèrent considérablement le désir d'en découdre avec le pouvoir et constituèrent de lourdes erreurs politiques. Dès lors, la violence de l'Etat valida le rejet par les extrémistes de toute solution électorale, invoquant la nature foncièrement mauvaise et antipopulaire du régime. Le FIS se sentit conforté dans l'idée que le pouvoir se prend par la violence et se conserve par la dictature. D'autant que les autorités à Alger n'avaient nullement l'intention de revenir de sitôt à la légalité institutionnelle. Le processus d'ouverture démocratique entrepris s'arrêta et les avancées effectuées durant cette période furent remises en cause : les institutions de transition ont été gelées, les libertés nouvelles acquises après octobre 1988 ont été confisquées par les lois d'exception promulguées en 1992 (état d'urgence, dissolution des assemblées communales). Au plan économique, le processus engagé a été totalement perturbé et bloqué, en particulier en l'absence de légitimité des gouvernements qui se sont succédés.

Le désencadrement du FIS suite aux arrestations et internements livra ses troupes aux activistes. Des militants du FIS, libres et isolés, les plus radicaux notamment, passèrent à la clandestinité et commencèrent la lutte armée dès janvier 1992. La guerre civile est par conséquent devenue inéluctable et chacun, l'intériorisant, s'y est préparé, la seule question devenant de ne pas apparaître, aux yeux de l'opinion publique, comme l'initiateur mais comme la victime du drame qui s'ouvrait. Désormais, sur la scène algérienne, le langage politique laissa progressivement la place au langage militaire. La société se simplifia, deux forces s'opposant dans un combat qui la déchira tout entière : l'islamisme et l'armée.

Pour assurer la succession de Chadli Bendjedid, HADDAD, aucune personnalité de la caste militaire ou de ses clients n'apparaissait présentable. Toutes étaient discréditées. Il fut fait appel à Mohamed Boudiaf, complètement inconnu des jeunes générations, figure éminente de la lutte de libération nationale, retiré au Maroc depuis 30 ans.

Finalement, de manière générale, l'Algérie n'est que l'un des abcès de fixation parmi d'autres des bouleversements historiques de cette fin de millénaire.

DEUXIEME PARTIE : ETUDE DES DECISIONS ET ALTERNATIVES A LA CRISE

Plusieurs alternatives au déclenchement de la crise étaient possibles et s'offraient aux différentes parties en présence. Il y avait sans doute d'autres options possibles à tenter en dehors de la dissolution.

21. Le pari impossible du pluralisme et de la dissolution dans la démocratie du FIS :

La position de respect des urnes, en 1991-1992, ne manquait pas d'arguments. Enlever d'autorité une victoire électorale est la pire des décisions politiques. Face au sacré religieux sur lequel le FIS a construit une adhésion très forte de la population, la raison démocratique ne peut opposer qu'un seul sacré, celui des urnes. Un gouvernement islamiste aurait eu sans doute encore plus de mal à gouverner le pays dans la mystique fondamentaliste qu'un maire FIS à diriger son assemblée dans le populisme religieux. La cohabitation de quelques mois d'un gouvernement à dominante FIS et d'une présidence de la République soutenue par les militaires et le FLN n'était pas une expérience insensée. Il aurait fallu pour cela en prendre l'option et montrer qu'elle ne signifiait pas l'effondrement de la République. L'expérience de la cohabitation était sans doute un pari délicat, voire un simple report de la confrontation avec l'islamisme radical, mais, au vu des conséquences de l'option retenue, elle apparaît comme un pari sage.

Mais de tous les arguments en faveur de la non-interruption du processus électoral, défendue par la plupart des dirigeants politiques de grande expérience (Ben Bella, Aït Ahmed), le pari sur la sécularisation de la pensée politique du FIS était sans doute le plus prometteur.

Ce mouvement ne pouvait pas durablement rester en l'état. Depuis son avènement dès les journées d'octobre 1988 à ces jours de fin décembre 1991, il avait déjà beaucoup changé. Sans pour autant devenir une sorte de « démocratie chrétienne » à l'algérienne après six mois aux affaires, son évolution politique ne pouvait que l'éloigner de son radicalisme intégriste du début.

Avant l'intifada d'octobre 1988 et l'ouverture démocratique qu'elle a occasionnée, l'islamiste politique algérien oscillait entre deux voies : celle de Mustapha Bouyali et du « djihad armé » et celle de Abassi et Belhadj de la solution politique. Le FIS a consacré la seconde voie aux dépens de la première, sans que cette dernière ne soit complètement défaite. Car la victoire du projet islamiste, dans sa version intégrale, n'était nullement acquise par la voie électorale et sujette aux subtilités de retournement de l'opinion. Pendant toute la période de légalité du FIS, les extrémistes de la guerre sainte ont dû garder un profil bas. La fermeture brutale et totalement improvisée de la perspective politique leur a fourni d'un coup des troupes qu'ils n'avaient pas espéré trouver.

Pourtant la dynamique intérieure du FIS après sa victoire électorale de juin 1990 commençait à en faire un parti ressemblant aux autres. Les différenciations au sein du grand parti islamiste sont allées à grande allure. Son monolithisme, qui était l'un de ses piliers doctrinaux, a rapidement volé en éclats avec la crise de mai à juillet 1991. Sa gestion des assemblées communales a, contrairement aux pronostics, entamé sa popularité. Entre juin et décembre 1991, c'est autour de Abdelkader Hachani, le courant le plus politique et le moins « archaïque » dans le FIS qui s'est imposé, avec, certes, l'aide de l'arrestation de Madani et Belhadj qui étaient pris dans une course à la surenchère politique, née de leur rivalité de fait à la tête du parti. Des membres fondateurs du FIS ont rejoint le gouvernement, d'autres ont été exclus. Le FIS a accepté, malgré la détention de ses chefs, d'aller aux urnes et de jouer le jeu des institutions. Cela lui a coûté un affrontement supplémentaire avec les extrémistes qui voulaient en découdre tout de suite avec le pouvoir.

Pour miser sur une évolution décisive à moyen terme de la pensée politique du FIS, il aurait fallu prendre la curiosité de le connaître et de questionner ses dirigeants. Mais c'était peut-être trop demander à la presse et à leurs adversaires, dans le tourbillon de l'ouverture de 1989 et 1990. Une alternative pouvait donc être le pluralisme mais celui-ci, à y regarder de plus près, reste finalement rare dans les pays musulmans.

22. L'absence de recours aux moyens constitutionnels du Président de la République face à la menace islamiste :

La question se pose également de la vraie nature de la « démission » de Chadli Bendjedid. Était-ce un coup d'État, un putsch ou une décision destinée à sauver l'Algérie ?

Du point de vue de la légalité, il s'agit d'un coup d'État qui s'est donné des apparences légales car le président Chadli a démissionné. Pour les motivations des acteurs, il est clair que ce coup d'État avait pour objectif de sauver un système beaucoup plus que de sauver la société contre la menace présentée. À partir du moment où les dirigeants avaient accepté les élections, il fallait qu'ils jouent le jeu jusqu'au bout, et ce, dans la mesure où le président disposait des moyens constitutionnels pour parer la menace islamiste. Ensuite, le fait de ne pas utiliser tous les mécanismes de la nouvelle Constitution de 1989 qui maintenaient la main haute au président de la République est le pire des signes d'un manque de confiance dans les institutions républicaines. La Constitution avait le défaut de permettre au président de la République de retarder l'adoption des textes de loi qu'il n'appréciait pas, de saisir le Conseil constitutionnel pour annuler des lois non conformes au texte fondamental et de dissoudre, in fine, une Assemblée nationale, source de conflits institutionnels. Or avec le coup d'État, ces auteurs ont divisé le camp démocratique et ils ont porté en plus un coup sévère à l'idée démocratique dans la société algérienne. D'autant que les Algériens ont vécu durant des décennies la politique comme un rapport de force brute indépendant des valeurs. Il est à noter également que dans l'esprit de nombreux Algériens, les choses se décident par la force. Pour eux, la violence fonde le pouvoir.

L'annulation du processus électoral a donné une légitimité à tous ceux qui, dans la mouvance islamiste, avaient tendance à considérer que la force est un moyen de résoudre les problèmes de pouvoir et de société. Une des caractéristiques du système algérien durant des décennies a été d'affirmer des règles et de les violer en permanence. À titre d'exemple, les élites dirigeantes ont manipulé l'idée du socialisme au profit des minorités de type capitaliste qui n'étaient même pas des libéraux comme il en existe dans les pays développés. On peut y voir également la volonté d'empêcher le FIS de prendre le pouvoir mais aussi de renvoyer Chadli Bendjedid et donc Aït Ahmed, rassembleur de l'opposition. Ce fut pourtant un coup d'État « sur canapé » du fait de l'obsession du légalisme qui habitait les décideurs.

23. Le caractère déterminant des blocages liés à l'Armée :

231. Refus de toute transition ou alternance démocratique :

« Il n'y a pas de fatalité dans l'apparition des conflits mais les systèmes politiques ont leurs logiques et leurs particularités qui sont le produit de l'histoire¹¹ ». Il faut rappeler une caractéristique structurelle du système politique algérien : l'armée est le tuteur de l'Etat et lui délègue l'autorité pour gérer la société en lui assignant des objectifs globaux. Dans les années 60 et 70, il s'agissait de moderniser le pays en s'appuyant sur un large secteur public et le système de parti unique. L'administration a échoué dans cette tâche, d'où le mécontentement populaire des années 80 qui a culminé dans les émeutes d'octobre 1988. L'armée a alors accepté d'assouplir le contrôle de la société en légalisant le multipartisme, à condition que cette réforme politique ne remette pas en cause la primauté de l'armée sur les institutions. Or la victoire électorale du FIS, en décembre 1991, risquait de mettre l'armée dans une situation de subordination par rapport à l'Etat. D'où l'annulation de ces élections et l'interdiction du FIS. L'armée aurait agi de la même façon si le RCD ou un autre parti avait remporté les élections dans les mêmes proportions. Il n'est pas dans la culture des officiers généraux algériens d'obéir à un pouvoir civil. De ce point de vue, la hiérarchie militaire est un obstacle à la construction de l'Etat de droit en Algérie. Pour les militaires, les civils sont susceptibles de trahir l'intérêt national. Mais en même temps, ils refusent de diriger directement l'Etat, d'où le recours à des civils de service, souvent incompetents et corrompus. L'élite civile qui dirige l'Etat n'a aucun ancrage politique et donc aucune légitimité. Son autorité provient de l'armée qui coopte des ministres peu soucieux de servir la collectivité. C'est là que réside la cause de la rupture entre l'Etat et la population qui ne lui fait plus confiance.

La hiérarchie militaire ne voulait donc pas de transition démocratique au profit d'un pouvoir civil. Elle cherchait de nouvelles élites ayant la légitimité électorale et qui, en même temps, accepteraient sa primauté comme source de pouvoir, ce qui est politiquement contradictoire. Le FIS, parti qui se réclame du sacré et de la parole divine, n'acceptait l'alternance électorale que si elle lui était favorable. Mais la tâche démocratique et le défi étaient de faire insérer les islamistes dans le processus électoral et non pas de les exclure. Il aurait fallu faire précéder les élections par un pacte national, garanti par l'armée, dans lequel les partis s'engagent à ne pas utiliser la violence et à respecter le résultat des urnes. Le courant représenté par Abdelkader

Hachani à l'intérieur du FIS était prêt à une telle perspective. L'expérience d'un gouvernement FIS respectant l'alternance électorale aurait aidé les Algériens à se rendre compte que le discours religieux, aussi moral et généreux soit-il, ne peut résoudre les problèmes politiques.

En écartant le président, l'armée ne pensait certainement pas s'engager dans un tel processus de violence. Sa simple intervention devait, dans son esprit, suffire à recadrer le débat politique dans des limites acceptables pour elle.

232. Echec de la recherche d'une idéologie de rechange à l'islam :

Dans les années 80, face à la montée des culturalistes berbères et des arabophones, naît dans les cercles dirigeants l'idée qu'une idéologie de rechange s'impose pour redonner vie au système dans la réalité des rapports sociaux et du vécu des personnes. On découvre que ne répond plus à la réalité des rapports sociaux et au vécu des hommes cette « idéologie socialiste » nourrie de grandes abstractions accompagnées de l'exaltation lyrique et répétitive du « modèle algérien » présenté comme exemplaire pour toutes les nations du monde mais ne proposant plus qu'une identité réactive, nourrie de l'exclusion des « ennemis du peuple », bourgeois et autres agents de l'impérialisme. Il devient évident que le discours de l'Etat est comme plaqué sur le corps social et que, derrière sa surface lisse, la société réelle vit dans un autre monde. Il y avait là un clivage pathologique entre un langage bureaucratique codé qui donnait une image de rationalité et de modernité aux projets du pouvoir et cette autre langue s'enracinant dans les profondeurs de la personnalité algérienne.

Ce constat d'échec n'est accompagné d'aucune analyse des raisons de la crise. Cette vision techniciste du développement, sans souci de l'accompagnement éducatif et symbolique qui engendrerait le nouveau citoyen, renforce la contradiction criante entre les prêches socialistes et l'ostentation d'une nomenclature sans racines, à la mentalité arriviste, issue de l'affairisme et des pratiques mafieuses qu'il autorise. Ce qui explique que le pouvoir se tourne vers l'islam comme nouveau credo qu'il voudra mettre au service de sa propre perpétuation.

Après avoir tenté de réprimer, entre 1980 et 1982, un mouvement islamiste devenu important et après s'être heurté à la naissance de noyaux armés, il essaie d'instrumentaliser l'islam et de le mettre en opposition aux culturalistes berbères et aux groupes laïcs exclus du pouvoir.

L'entourage du président Bendjedid désigne alors comme nouvel adversaire les étatistes nationalistes ou marxistes et prépare l'armée au tournant politique.

¹¹ Jean-Pierre Derriennic. Les guerres civiles. Presses de la Fondation des sciences politiques.

En octobre 1988, quand la rue s'identifie au mouvement islamiste, le pouvoir recueille les fruits amers de ses manipulations. Il voudra alors se présenter comme le rempart des classes moyennes urbaines qui se sentent menacées par ce type de mouvement populaire. Cependant, il faudra attendre l'émergence du FIS, sa victoire aux élections municipales de juin 1990, puis aux législatives en décembre 1991 pour que ces classes moyennes, bénéficiaires de leur proximité avec l'Etat, se rallient inconditionnellement à lui. Les rapports de force entre factions interdisent l'adoption d'une ligne de conduite claire au profit de l'immobilisme ou de l'improvisation.

CONCLUSION

Que retenir finalement de cette « crise » dans la crise et quelle contribution peut-elle apporter à l'étude des crises en général et à leur gestion ? Le constat global qui semble le mieux caractériser la situation de l'Algérie au début de la décennie 90 est triple puisqu'on y trouve simultanément un désarroi des décideurs, une défiance des populations ainsi qu'un risque de découplage entre responsables et société civile. Face à face demeurent les deux acteurs principaux du drame – les forces armées et le Front islamique du salut (FIS) – qui s'affrontent sur un arrière fond de déroute économique, de désarroi social et de démoralisation culturelle. Ces acteurs se heurtent déjà en 1991 et 1992, lorsque l'armée contraignit le président Chadli Bendjedid à démissionner, et interrompit les élections législatives pour ne pas reconnaître l'indiscutable victoire électorale du FIS. Ce parti, malgré l'incarcération de ses chefs historiques en juin 1991 et en dépit de sa dissolution prononcée en mars 1992, reste la principale force politique et le principal bénéficiaire du bouleversement plus radical qu'ait connu l'Algérie indépendante lors des sanglantes émeutes d'octobre 1988.

Les islamistes du FIS ont su polariser autour d'eux une bonne part du mécontentement suscité par l'échec du modèle économique algérien. Leurs troupes sont sans doute très disparates et traversées par des tendances multiples. Les militaires qui ont décidé d'annuler le second tour des élections législatives remportées par le FIS n'ont pas anticipé ni l'ampleur et la violence qui en résulterait, ni la résistance déterminée des islamistes. Pourtant, sur le terrain, la situation se détériora rapidement et la guerre civile s'installa pour longtemps.

L'expérience est donc tout à fait significative en ce qui concerne le défaut de préparation des décideurs et leurs réactions (négligences, logiques de « bunker », arrêt de la communication, incapacité de tisser des relations positives entre réseaux concernés, erreurs d'appréciation et blocages de toutes réflexions).

La crise algérienne de 1991 et 1992 ne peut, en outre, être abordée comme un simple accident, analysée à l'aune d'événements similaires ou presque et gérée à l'aide de processus rigides préétablis.

Les enjeux qui étaient alors émergents, les attentes en termes d'options fondamentales étaient tels qu'ils exigeaient l'implication directe et déterminée des responsables les plus élevés. Cela fut certes fait mais avec plus ou moins de bonheur et surtout de transparence.

De son côté, le FIS, en tant que nouvel acteur de la scène politique, aurait sans doute pu être mieux intégré. Or, l'information et les liens entre les entités en présence ne furent pas de meilleure qualité malgré l'éclosion et l'expansion de la presse. La réflexion des dirigeants n'a, malheureusement, pas débouché sur des innovations hardies telles qu'abordées dans les alternatives possibles à l'annulation des élections législatives et à la dissolution du FIS. Comme l'écrivait Ralph Stacey, professeur britannique de management stratégique : « Le but du management stratégique (...) serait de réduire le niveau de surprise (...); pour connaître le succès, les organisations devraient opérer dans des états de stabilité... Bien au contraire, la véritable fonction du management est de conduire les exceptions, rapidement et sous pression, quand elles surviennent, de façon non prévue (...). La véritable mission des responsables est de traiter la non-prédictibilité, l'instabilité, l'irrégularité, le non-sens et le désordre. »¹²

Pour étayer son propos sur les nouveaux impératifs à prendre en compte en matière de gestion des crises et qui ne l'ont pas été par les dirigeants algériens de l'époque, il ajoute : « face à ces enjeux, il y a quelques repères simples, évidents qu'il faut partager. Modestie car il s'agit de situations difficiles où l'erreur est vite venue. Hardiesse car des problèmes nouveaux appellent nécessairement des attitudes et des réponses nouvelles. Confiance enfin : il est clair pour chacun qu'il est des sujets où la confiance partagée est indispensable pour chacun et pour tous. » Cela vaut pour l'Algérie du Président Chadli comme pour les crises auxquelles sont confrontées actuellement les démocraties.

Ce pays, mis à rude épreuve depuis le tout début de son indépendance, se cherche encore un équilibre. Il peine à trouver sa voie. Coincé entre un régime socialiste qui n'en finit pas de mourir et un fort mouvement religieux qui n'a pas véritablement grand chose à offrir, il voudrait se sortir de l'impasse et compte sans doute sur la France pour l'y aider.

¹² Ralph Stacey in *Strategic Management and Organisational Dynamics*, Pitman, London, 1996, page 19.

ANNEXE 1

Programme et stratégie du Front islamique du salut

1. Programme du FIS :

Le FIS s'attache essentiellement à dénoncer l'illégitimité du pouvoir FLN et revendique la mise en conformité de la société avec le message divin. La « solution islamique », révélée par l'imam MADANI est censée résoudre tous les problèmes pour tous les temps. Réunis autour de l'idée force : « Tous les systèmes politiques ont échoué, l'islam seul est la solution », les fondateurs du FIS ont eu quelques difficultés à passer de la critique radicale du système en place à l'élaboration d'un programme plus constructif. Leur projet s'inspire en tout de la Chari'a et leur discours se veut « un substitut global et général à tous les problèmes idéologiques, politiques, économiques et sociaux, dans le cadre de l'islam, selon les préceptes du Coran et de la Sunna (coutume et pratique du prophète) » (cf. annexe 1).

A : le substitut économique :

En matière économique, les points forts du programme sont :

- la remise en ordre de l'agriculture par la remise de la terre aux « méritants » ;
- une politique industrielle basée sur l'entreprise privée ;
- l'organisation commerciale décentralisée et ouverte à l'initiative industrielle et à la concurrence ainsi qu'une politique financière et monétaire respectant les préceptes islamiques.

Madani exclut le rééchelonnement de la dette extérieure et met en avant « l'autosuffisance et l'indépendance ». Ce que confirme Ali Belhadj, plus radical, qui a consacré des prônes à la dénonciation des investissements étrangers.

B. le plan social :

Le programme du FIS est nettement plus disert. Rien n'échappe à son analyse, encore une fois tout articulée autour de la Chari'a. L'enseignement, objet d'une attention toute particulière, se voit assigner pour but « d'inculquer aux jeunes les valeurs islamiques ». La langue arabe doit être la langue de l'enseignement, « sans pour autant réprouver les autres langues ». De façon significative, la femme n'apparaît que dans le chapitre consacré à la famille.

C. le domaine culturel :

Tous les moyens de formation et d'information doivent impérativement être animés par l'esprit de l'islam, diffuser sa pensée et respecter ses valeurs. La laïcité apparaît comme la pire des aberrations.

D. la politique extérieure :

Elle ne se distingue guère de celle mise en œuvre par le pouvoir FLN. C'est toujours « le prestige de l'Algérie et sa renommée dans le monde » qui sont mis en avant avec « l'autonomie et l'autosuffisance » et l'engagement à « soutenir toute cause juste ».

E. la politique intérieure :

Selon Ali Belhadj, « la seule source du pouvoir, c'est Dieu, à travers le Coran » et il ne craint pas d'affirmer que tous les partis qui s'opposent au FIS sont des « partis du diable ». Aussi, même si le FIS se dit favorable au multipartisme « dans le cadre de l'islam », Abassi MADANI se garde bien de dire si des partis tels que le PAGS (communistes) et le RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie, d'obédience kabyle) seraient autorisés.

2. Implantation et méthodes militantes :

Son implantation et ses méthodes militantes sont en grande partie responsables de son incroyable succès. Elles sont caractérisées par les points suivants :

- constitution d'un réseau de mosquées dont la chaire est souvent conquise par un militant qui chasse ou prive de parole l'imam officiel ;
- réseau associatif et culturel dense, actif et organisé autour des mosquées ;
- une implantation très dense de bureaux dont aucun autre parti ne dispose sauf le FLN
- mise en place de vecteurs visant à travailler l'opinion publique : Le Sauveur (El Mounquid), semi-hebdomadaire créé en 1989 vendu à 300 000 exemplaires par les militants ou commerçants sympathisants et l'édition d'ouvrages religieux et politiques de vulgarisation et d'endoctrinement. La mise en vente est organisée de façon systématique à l'occasion de foires et expositions de livres islamiques

- organisation de grands rassemblements de foules avec une excellente logistique pour les transports, le service d'ordre, la visualisation sur écrans géants et des moyens modernes de sonorisation.

3. Stratégie du FIS :

Avant sa dissolution en 1992, le FIS s'est prononcé pour une accélération du processus démocratique et en particulier pour la dissolution de l'Assemblée nationale entièrement contrôlée par le FLN. Il exigeait également une nouvelle élection sous le régime du multipartisme. La forme et la nature du système de pouvoir qu'entend créer le FIS sont prudemment laissés dans l'ombre.

Il tira très vite sa force de son solide ancrage populaire grâce au travail de fond effectué depuis le milieu des années 1980 par les militants auprès des couches sociales urbaines les plus touchées par la récession ainsi que de la haine de la majorité de la population pour le système en place.

Le FIS, qui n'a jamais affiché une stratégie d'alliance avec d'autres forces, ne perdait aucune occasion de rappeler la nature divine de sa mission ce qui, le cas échéant, pourrait justifier « d'autres moyens » que les élections pour obtenir le pouvoir.

La plupart des conservateurs du mouvement, dont faisaient partie les « afghans », anciens combattants algériens, réels ou supposés, de la résistance afghane contre l'URSS, ont en commun d'avoir toujours contesté la « stratégie institutionnelle et légaliste » du parti islamiste, ne voulant croire qu'à la confrontation armée avec le pouvoir afin d'instaurer l'Etat islamique.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- DERRIENNIC Jean-Pierre, « Les guerres civiles », Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 2001
- HADAD Samy, « Algérie : Autopsie d'une crise », Paris, L'Harmattan, 1998
- LEVEAU Remy, « L'Algérie dans la guerre », Complexe, 1995
- MALTY Djallal, « La nouvelle guerre d'Algérie », Paris, La Découverte, 1999
- MARTINEZ Luis, « La guerre civile en Algérie », Karthala, 1999

OUVRAGE EN ANGLAIS

- BRECHER Michael et WILKENFELD Jonathan, « A study of crisis », Université du Michigan, 2001

MEMOIRE

- RAMIERE Gilles, « Quelle sortie de crise pour l'Algérie ? », Paris, Collège interarmées de défense, 2002

ARTICLES D'INTERNET EN FRANÇAIS

- www.monde-diplomatique.fr/dossiers/algerie
- www.lexpress.fr/Express/Info/Monde/Dossier/algerie
- www.electionworld.org/election/algeria
- www.algeria-watch.org/farticle
- www.ornitho.org/Algerie : état des lieux
- web.amnesty.org/farticle
- cpcda.free.fr/comite
- [www.cultures et conflits.fr/comment lire les décisions](http://www.cultures-et-conflits.fr/comment lire les decisions)

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	2
I. STRUCTURE ET LOGIQUE DE LA CRISE	4
11. Les préliminaires de la crise : de la démocratie sous contrôle aux élections législatives de 1991	
12. Les élections législatives du 26 décembre 1991 ou la rupture de l'équilibre	6
13. Les causes de la crise : le constat de l'échec du pouvoir en place plus que la victoire du Front islamique du salut	7
131. Affaiblissement de la légitimité du pouvoir	7
132. La faillite de la politique de l'Etat-FLN	8
133. L'affirmation du Front islamique du salut	9
134. Causes diverses, économiques et sociales	10
14. Les acteurs et leur comportement : la bipolarisation de la crise	11
141. description des acteurs internes	11
1411. Une armée toute puissante dans les instances du pouvoir, véritable tuteur de l'Etat	11
1412. Un Président coopté par les siens au sein d'un parti unique	14
1413. Islamisme et FIS ou le cœur de la crise	15
1414. Des partis politiques discrédités et exclus du face à face	17
A. Front des forces socialistes	17
B. Rassemblement pour la culture et la démocratie	18
C. Mouvement pour la démocratie en Algérie	19
1415. Une presse algérienne entre mirages et réalités	19
142. Le comportement des acteurs internes : le poids du déterminisme	21
1421. Les décisions prévisibles du pouvoir en place	21
1422. La gestion de la crise par le FIS	23

143. Les acteurs extérieurs et leur comportement : une crise essentiellement nationale	26
1431. L'Algérie : un pays ouvert sur le monde et ses influences	26
1432. Paris et Alger : entre brouilles, complicité et cynisme d'Etat	27
1433. La passivité de la communauté internationale et de la France	29
1434. Le flirt contrarié entre Washington et Alger	31
15. Les conséquences de la crise	34
II. ETUDE DES DECISIONS ET ALTERNATIVES A LA CRISE	35
21. Le pari impossible du pluralisme et de la dissolution dans la démocratie du FIS	35
22. L'absence de recours aux moyens constitutionnels du Président de la République face à la menace islamiste	37
23. Le caractère déterminant des blocages liés à l'armée	38
231. Refus de toute transition ou alternance démocratique	38
232. Echec de la recherche d'une idéologie de rechange à l'islam	39
CONCLUSION	41
ANNEXE	43
BIBLIOGRAPHIE	46